

CONSEIL COMMUNAL DU 24 SEPTEMBRE 2015
GEMEENTERAAD VAN 24 SEPTEMBER 2015

REGISTRE

REGISTER

Présents
Aanwezig

Georges Pollet, *Président du Conseil communal/Voorzitter van de Gemeenteraad*;
Pierre Muylle, *Bourgmestre ff./wnd. Burgemeester*;
Ali Ince, Joseph Corten, Jeanine Joannes-Wouters (à partir du point / vanaf punt 3), Eliane Lepoivre-Daels, Martine Raets, Dominique Clajot, Mohamed Ridouane Chahid, *Echevin(e)s/Schepenen*;
Guy Vanhengel, Marc Bondu, Ingrid Haelvoet, Alain Vander Elst, Pascal Freson, Rachid Chikhi, Pierre Goberecht, Karin Bouko, Belma Tek, Ingrid Parmentier, Margriet Hubrechts, Véronique Mbombo Tshidimba, David Cordonnier, Jean-Philippe Mommart, Christian Beoziere, Hicham Talhi, Fabienne Derome, Sabrina Cornu, Firyran Kaplan, Laurent Ali Chaftar, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*;
Dirk Borremans, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Fatiha Saidi, *Echevin(e)/Schepen*;
Rudi Vervoort, Philippe Trousson, Mohamed Kheddoumi, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

24.09.2015/A/0001 **Octroi d'un subside pour l'exercice 2015 à l'Agence Locale pour l'emploi d'Evere destiné à la rémunération des représentants de la commune, non-membres du conseil communal.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 55 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal;

Vu la volonté de traiter de manière égale les représentants de la commune auprès des personnes morales dont la commune est membre, qu'ils soient ou non conseillers communaux;

Vu le crédit de 3.200,00€ inscrit à la fonction 851/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2015 relatif à la rémunération des représentants du Conseil communal non membres de ce dernier auprès de l'Agence Locale pour l'Emploi d'Evere;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 1.980,60€ à l'Agence Locale pour l'Emploi d'Evere, destiné à la rémunération des représentants du Conseil communal, non membres de ce dernier, auprès de l'asbl.

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 1.980,60€ sur la fonction 851/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Toekenning van een toelage voor het dienstjaar 2015 aan het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Evere bestemd voor de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeente, niet-leden van de gemeenteraad.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 55 van het reglement van orde van de Gemeenteraad;

Gelet op de wil de vertegenwoordigers van de gemeente bij de rechtspersonen waar de gemeente lid van is op gelijke manier te behandelen, of ze gemeenteraadslid zijn of niet;

Gelet op het krediet van 3.200,00€ voorzien op de functie 851/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015, betreffende de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeenteraad, niet leden van deze, bij het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Evere;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 1.980,60€ toe te kennen aan de vzw Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Evere, bestemd voor de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeenteraad, niet leden van deze.

Artikel 2 :

De uitgave van 1.980,60€ op functie 851/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0002 **Prise d'acte du rapport annuel de Mme Firyan Kaplan, représentante du conseil communal, qui exerce une fonction d'administrateur, relatif à la gestion d'une intercommunale.**

Le conseil communal, réuni en séance publique,

Vu l'article 96bis de la nouvelle loi communale;

Prise d'acte du rapport annuel de Madame Firyan Kaplan, représentante du conseil communal pour l'intercommunale Hydrobru.

Le Conseil prend acte.

Akteneming van het jaarverslag van Mevrouw Firyan Kaplan, vertegenwoordigster van de gemeenteraad, met een bestuurdersfunctie, betreffende het beheer van een intercommunale.

De gemeenteraad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 96bis van de nieuwe gemeentewet;

Akteneming van het jaarlijks verslag van Mevrouw Firyan Kaplan, vertegenwoordigster van de gemeenteraad voor de intercommunale Hydrobru.

De Raad neemt akte.

Jeanine Joannes-Wouters entre en séance / treedt in zitting

24.09.2015/A/0003 **Motion inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 13 juin 2015 de**

Madame Véronique Mbombo Tshidimba, Messieurs David Cordonnier, Alain Vander Elst, Pascal Freson et Hicham Talhi, Conseillers communaux. Motion relative à un engagement de la commune d'Evere en vue de la COP21 (Conférence des parties) sur le changement climatique de Paris en décembre 2015.- report du 25/06/2015.

Le conseil communal d'Evere :

- Conscient que la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère ne cesse d'augmenter – elle a atteint son seuil le plus élevé depuis 800.000 ans – et entraîne un réchauffement climatique qui, s'il n'est pas contrôlé, aura des impacts graves et irréversibles pour notre commune et nos territoires;
- Conscient que le changement climatique est donc l'un des problèmes économiques, sociaux et environnementaux majeurs auxquels notre commune et nos territoires seront confrontés au cours du 21^{ème} siècle;
- Conscient que les Villes, où vit aujourd'hui la moitié de la population mondiale et où se concentreront d'ici 2050 les deux tiers des habitants de notre planète, contribuent toujours massivement à l'émission de gaz à effet de serre;
- Conscient que la science et le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur les Evolutions du Climat) nous indiquent qu'il faut contenir la hausse globale des températures sous le seuil de 2° C par rapport à la période préindustrielle (19^{ème} siècle) afin de limiter l'impact du changement climatique;
- Conscient que, pour atteindre cet objectif, la science et le GIEC nous indiquent que les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent être réduites de 40 % à 70 % entre 2010 et 2050, ce qui signifie une transformation importante de nos manières de produire et de consommer dans les prochaines années;
- Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale vient d'adopter en deuxième lecture son Plan Air-Climat-Energie ; lequel plan exploite au maximum les interconnexions existantes entre les thématiques de l'air, du climat et de l'énergie, et doit permettre notamment à la Région de réduire, d'ici 2025, ses émissions de gaz à effet de serre de 30% par rapport aux émissions de 1990;
- Considérant que l'Union européenne a adopté en octobre 2014 un nouveau paquet européen « climat-énergie » ; lequel paquet mentionne des objectifs européens ambitieux pour 2030 tant pour les réductions de gaz à effet de serre (au moins – 40%), que pour les énergies renouvelables (au moins 27%) et l'efficacité énergétique (au moins – 27%);
- Considérant que le prochain sommet climatique international se déroulera à Paris en décembre 2015 (COP21). Que l'adoption d'un nouvel accord global contraignant, faisant suite au Protocole de Kyoto, y est attendu. Que cet accord devra être équitable et ambitieux, c'est-à-dire conforme aux indications scientifiques;
- Considérant qu'en tant que décideurs les Exécutifs locaux sont des acteurs clés

pour mettre en œuvre des actions au niveau local conformes et complémentaires aux actions régionales et nationales. Que l'action des Exécutifs locaux représente une capacité de réduction des émissions de gaz à effet de serre importante et joue un rôle essentiel en matière d'adaptation au changement climatique sur leurs territoires;

Décide d'adopter la résolution qui suit :

Nous, conseillers communaux rappelons :

- Que la lutte contre le changement climatique représente un enjeu déterminant pour nos communes et nos territoires, et pour le bien-être présent et à venir de nos citoyens ;
- Que la Région de Bruxelles-Capitale s'est engagée à réduire, d'ici 2025, ses émissions de gaz à effet de serre de 30% par rapport aux émissions de 1990;
- Que l'Union européenne s'est engagée à réduire, d'ici 2030, ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% par rapport aux émissions de 1990;
- Qu'il faut absolument une dynamique concertée entre tous les niveaux de pouvoir en vue d'atteindre ces objectifs et de se conformer aux indications du GIEC;

Nous nous engageons pour notre part :

- A amplifier nos politiques actuelles et à nous efforcer, avec l'ensemble de nos partenaires, à être en ligne avec les objectifs bruxellois et européens en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de production d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique;
- A renforcer notre coopération et le partage d'expériences avec d'autres collectivités locales;
- A renforcer le rôle d'exemplarité des pouvoirs publics locaux en matière d'achats durables sobre en carbone;
- A intervenir dans la limite des crédits budgétaires disponibles et dans la mesure des compétences communales sur différents secteurs responsables des émissions de gaz à effet de serre comme l'isolation des bâtiments, la mobilité (flottes publiques entre autre), l'approvisionnement en énergie, la valorisation des déchets, l'alimentation dans les collectivités;
- A demander aux Ministres fédéraux et régionaux compétents de défendre l'adoption de positions climatiques ambitieuses au niveau européen;
- A demander aux Ministres fédéraux et régionaux compétents de défendre l'adoption d'un accord équitable et ambitieux lors du sommet climatique de Paris.

Nous appelons enfin les Autorités européennes à renforcer leur soutien à l'action des pouvoirs locaux en faveur de la lutte contre les changements climatiques afin qu'elles

bénéficient plus directement et fortement des financements européens.
Et nous confirmons notre détermination à contribuer à notre niveau aux engagements qui seront indispensables au succès de la COP21.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Motie ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 13 juni 2015 van Mevrouw Véronique Mbombo Tshidimba, de Heren David Cordonnier, Alain Vander Elst, Pascal Freson en Hicham Talhi, Gemeenteraadsleden. Motie betreffende de toezegging van de gemeente Evere ter voorbereiding van de COP21 (Conferentie van de partijen) over de klimaatsveranderingen van Parijs in december 2015. - uitstel van 25/06/2015.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

SECTEUR TRAVAUX PUBLICS - SECTOR OPENBARE WERKEN

24.09.2015/A/0004 **Modification du règlement complémentaire de Police de la circulation routière.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'Arrêté royal du 16 mars 1968, et ses modifications légales ultérieures;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière; A.R. 01/12/1975;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ; A.M. 11/10/1976;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière du 14/11/1997;

Vu sa délibération du 13 novembre 1981, arrêtant le règlement complémentaire sur la police de la circulation routière, modifié le 29 février 1984, le 19 novembre 1984, le 27 février 1986, le 28 juin 1990, le 22 décembre 1994, le 23 avril 1998, le 24 février 2000, le 29 avril 2004, le 25 novembre 2004, le 24 mars 2005, le 22 décembre 2005, le 1 mars 2007, le 26 avril 2007, le 24 janvier 2008, le 23 octobre 2008, le 25 mars 2010, le 29 avril 2010, le 25 novembre 2010, le 31 mai 2012, le 29 novembre 2012, le 19 juin 2014 et le 27 novembre 2014;

Vu l'Arrêté du Gouvernement 6 décembre 2007 de la Région de Bruxelles-Capitale supprimant pour la Région de Bruxelles-capitale la commission consultative créée par l'arrêté royal du 25 octobre 1967;

Vu la circulaire ministérielle du 15 décembre 2007 sur les règlements complémentaires communaux de police et l'autorité de tutelle en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'il est opportun de procéder à une mise à jour de ce règlement ;

DECIDE :

ARTICLE 1 :

Le règlement général complémentaire sur la police de la circulation routière relatif aux voiries communales, arrêté le 13 novembre 1981 et modifié le 29 février 1984, le 19 novembre 1984, le 27 février 1986, le 28 juin 1990, le 22 décembre 1994, le 23 avril 1998, le 24 février 2000, le 29 avril 2004, le 25 novembre 2004, le 24 mars 2005, le 22 décembre 2005, le 1 mars 2007, le 26 avril 2007, le 24 janvier 2008, le 23 octobre 2008, le 25 mars 2010, le 29 avril 2010, le 25 novembre 2010, le 31 mai 2012, le 29 novembre 2012, le 19 juin 2014 et le 27 novembre 2014 est modifié comme suit :

Chapitre I : Interdictions et restriction de circulation

Article 22. – II.1. Le stationnement est limité dans le temps dans les rues suivantes :

SUPPRIMER

rue Desmeth n° 42, 6m, « Zone de livraisons » ;

AJOUTER

- Avenue des Loisirs n° 1 (coin avec l'avenue des Olympiades) « du lundi à samedi » « de 8 à 18h », « Tarif 4 – Zone jaune Excepté livraisons », sur une longueur de 20m ;
- Avenue des Anciens Combattants (coin avec l'avenue des Olympiades) « du lundi à vendredi » « de 7 à 18h », « Tarif 4 – Zone jaune Excepté livraisons », sur une longueur de 13m ;
- Avenue des Anciens Combattants (à l'arrière de l'hôtel avenue des Olympiades n° 6) « du lundi à vendredi » « de 7 à 18h », « Tarif 4 – Zone jaune Excepté livraisons », sur une longueur de 15m ;
- Rue Desmeth n° 56 « de lundi à vendredi » « de 8 à 16h30 » « Bus scolaires » « Excepté vacances », sur une longueur de 20m.

La mesure sera matérialisée par des signaux E9 portant la mention adéquate.

Article 22. – III 1) Le stationnement est réservé à certaines catégories de véhicules :

SUPPRIMER

Avenue Conscience n° 16, 6m, « handicapés ».

Article 24. Une zone de stationnement à durée limitée conformément aux dispositions de l'art 27.1. (zone bleue) du règlement général comprend les voies suivantes :

- b. excepté pour les riverains

AJOUTER

- avenue des Anciens Combattants, à partir du parking devant la piscine Triton jusqu'à la crèche Ronde-Fleurie, max. 3 heures ;
- rue de Paris, le parking en face des n°s 53 à 67, max. 2 heures.

La mesure sera matérialisée par des signaux à validité zonale (début et fin de zone) portant le sigle P avec la mention du disque de stationnement complétés avec la mention « Excepté riverains ».

Article 25. Une zone de stationnement comprend les voies suivantes :

- b. excepté pour les riverains

AJOUTER

- place Jean De Paduwa et la rue Saint-Joseph.

La mesure sera matérialisée par des signaux à validité zonale (début et fin de zone) portant le sigle P avec la mention « Excepté riverains » et le placement d'horodateurs indiquant les modalités d'utilisation.

Chapitre VII. – Voies publiques à statut spécial.

Article 29. A. Une zone résidentielle est réalisée dans la rue suivante :

Rue Willy Van Der Meeren.

La mesure est matérialisée par des signaux F12a et F12b.

Article 30. A. Une zone 30 est réalisée dans les rues suivantes :

Rue Jan Frans De Craen

Rue Pierre Alderson

Rue Frans Verdonck

Rue de Picardie (entre la rue de Tilleul et la rue Frans Verdonck).

La mesure est matérialisée par des signaux F4a et F4b.

ARTICLE 2 :

Le présent règlement sera soumis pour approbation au Ministre Régional chargé de la Mobilité et des Travaux Publics, et la Commission Consultative de la Circulation Routière.

ARTICLE 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Wijziging van het aanvullend algemeen Politierglement van het wegverkeer.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de wet betreffende de politie van het wegverkeer gecoördineerd door het Koninklijk Besluit van 16 maart 1968, en haar latere wettelijke aanpassingen;

Gelet op het algemene reglement op de politie van het wegverkeer; K.B. 01/12/1975;

Gelet op het ministeriële besluit houdende vaststelling van de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingvoorwaarden van de verkeerstekens; M.B. 11/10/1976;

Gelet op de ministeriële omzendbrief betreffende de bijkomende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens van 14/11/1997;

Gelet op haar beslissing van 13 november 1981 houdende de vaststelling van het algemeen aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd op 29 februari 1984, 19 november 1984, 27 februari 1986, 28 juni 1990, 22 december 1994, 23 april 1998, 24 februari 2000, 29 april 2004, 25 november 2004, 24 maart 2005, 22 december 2005, 1 maart 2007, 26 april 2007, 24 januari 2008, 23 oktober 2008, 25 maart 2010, 29 april 2010, 25 november 2010, 31 mei 2012, 29 november 2012, 19 juni 2014, en 27 november 2014;

Gelet op het besluit van 6 december 2007 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende afschaffing, voor het Brussels Hoofdstedelijk gewest, van de raadgevende commissie ingesteld door het Koninklijk Besluit van 25 oktober 1967;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 15 december 2007 over de aanvullende gemeentelijke politiereglementen en de toezichthoudende overheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegend dat het wenselijk is over te gaan tot het bijwerken van dit reglement;

BESLUIT:

ARTIKEL 1 :

Het algemeen aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer betreffende de gemeentewegen, vastgesteld op 13 november 1981 en gewijzigd op 29 februari 1984, 19 november 1984, 27 februari 1986, 28 juni 1990, 22 december 1994, 23 april 1998, 24 februari 2000, 29 april 2004, 25 november 2004, 24 maart 2005, 22 december 2005, 1 maart 2007, 26 april 2007, 24 januari 2008, 23 oktober 2008, 25 maart 2010, 29 april 2010, 25 november 2010, 31 mei 2012, 29 november 2012, 19 juni 2014 en 27 november 2014 wordt als volgt gewijzigd:

Hoofdstuk I: Verkeersverbod en -beperking

Artikel 22 – II.1. Het parkeren is beperkt in tijd in de volgende straten :

AFSCHAFFEN

Desmethstraat nr 42, 6m, “Leveringszone”;

BIJVOEGEN

- Vrije Tijdslaan nr 1 (hoek met de Olympiadelaan) “van maandag tot zaterdag “van 8 tot 18u”, “Tarief 4 - Gele Zone Uitgez. leveringen “, over een lengte van 20m;
- Oud-Strijderslaan (hoek met de Olympiadelaan) “van maandag tot vrijdag” “van 7 tot 18u” Tarief 4 – Gele Zone – Uitgez. leveringen”, over een lengte van 13m;
- Oud-Strijderslaan (achter het hotel Olympiadelaan nr 6) “van maandag tot vrijdag” “van 7 tot 18u” “Tarief 4 – Gele Zone – Uitgez. leveringen”, over een lengte van 15m;
- Desmethstraat nr 56 “van maandag tot vrijdag” “van 8 tot 16u30” “Schoolbussen” “Uitgezonderd schoolvakanties” over een lengte van 20m.

De maatregel wordt kenbaar gemaakt door de verkeersborden E9 met de geschikte vermelding.

Artikel 22 - III 1) Het parkeren is voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen :

AFSCHAFFEN

Consciencelaan nr 16, 6m, “gehandicapten”.

Artikel 24 - Een parkeerzone met tijdsbeperking in overeenstemming met met de bepalingen van het art 27.1. (blauwe zone) van het algemene reglement bevattende de volgende straten :

b) uitgezonderd voor bewoners

BIJVOEGEN

- Oud-Strijderslaan, vanaf de parking voor het zwembad Triton tot aan de kinderbewaarplaats Ronde-Fleurie, max. 3 uren;
- Parijsstraat, tegenover de nrs 53 tot 67, max. 2 uren.

De maatregel wordt bekend gemaakt met zoneborden (begin en einde van de zone) met de letter P met vermelding van de parkeerschijf aangevuld met de vermelding “Uitgezonderd bewoners”.

Artikel 25 - Een betalende parkeerzone omvat de volgende wegen :

b) uitgezonderd voor bewoners

BIJVOEGEN

- Jan De Paduwaplaats en de Sint-Jozefstraat

De maatregel wordt bekend gemaakt met zoneborden (begin en einde van de zone) met de letter P met vermelding met de vermelding “Uitgezonderd bewoners” en de plaatsing van parkeerautomaten die de gebruiksmodaliteiten aangeven.

Hoofdstuk VII. – Openbare wegen met een bijzonder statuut.

Artikel 29. A. Een woonerf wordt ingesteld in de volgende straat :

Willy Van Der Meerenstraat.

De maatregel wordt bekend gemaakt met de verkeersborden F12a en F12b.

Artikel 30. A. Een zone 30 wordt ingevoerd in de volgende wegen :

Jan Frans De Craenstraat

Pieter Aldersonstraat

Frans Verdonckstraat

Picardiestraat (tussen de Lindestraat en de Frans Verdonckstraat).

De maatregel wordt bekend gemaakt met de verkeersborden F4a en F4b.

ARTIKEL 2 :

Dit reglement zal ter goedkeuring voorgelegd worden aan de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Mobiliteit en Openbare Werken, en aan de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer.

ARTIKEL 3 :

Deze beraadslaging te hernemen op de lijst van beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0005 **Convention relative à l'octroi d'une subvention PEB (performance énergétique des bâtiments) octroyée à la commune d'Evere par l'IBGE (Institut Bruxellois pour la gestion de l'Environnement).**

Le Conseil, réuni en séance publique;

Vu l'ordonnance relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments du 7 juin 2007 (M.B. 11 juillet 2007) entrée en vigueur le 2 juillet 2008;

Considérant que l'obligation de joindre une proposition « PEB » s'applique à une grande majorité des demandes de permis d'urbanisme et d'environnement;

Considérant les missions supplémentaires dévolues aux communes dans cette matière : analyse des propositions « PEB », suivi des dossiers de rénovation simples, contrôle des chantiers, formation;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 11 juin 2015 par lequel la Commune reçoit une subvention couvrant 0,5 équivalent temps plein pour la mission du conseiller en « PEB » pour la période du 01 avril 2015 au 31 mars 2016;

Considérant la convention en annexe qui prévoit le renouvellement de cette subvention pour une période d'un an à dater du renouvellement du contrat de la personne engagée pour la mission et qui se terminera au plus tard le 31 mars 2016;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur

les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter la convention ci-jointe entre l'IBGE et la commune d'Evere.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overeenkomst betreffende de toekenning van een subsidie EPB (energieprestatie van gebouwen) toegekend aan de gemeente Evere door het BIM (Brussels Instituut voor Milieubeheer).

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de ordonnantie betreffende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen van 7 juni 2007 (B.S.11 juli 2007), in werking getreden op 2 juli 2008;

Overwegende dat de verplichting om een EPB-voorstel toe te voegen van toepassing is op de grote meerderheid van de aanvragen van stedenbouwkundige en milieuvergunningen;

Gelet op de bijkomende opdrachten die de gemeenten voor deze materie moeten verzekeren: analyse van de "EPB-voorstellen", opvolging van de dossiers van eenvoudige renovaties, controle van de werven, vorming;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 juni 2015 betreffende de toekenning van een subsidie die het equivalent van een 0,5 voltijdse EPB-adviseur bedraagt voor de periode van 01 april 2015 tot 31 maart 2016.

Gelet op de overeenkomst in bijlage die de hernieuwing van die subsidie voorziet voor een periode van een jaar, te rekenen vanaf de vernieuwing van het contract van de aangeworven persoon voor de betreffende taak, en die ten laatste op datum van 31 maart 2016 zal eindigen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

De overeenkomst in bijlage tussen het BIM en de gemeente Evere goed te keuren.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0006 **Vente publique d'un terrain, rue de Paris - révision de la hauteur de la mise à prix.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'il y a lieu de revoir ses décisions du 19 juin 2014 et 25 septembre 2014 sur le même sujet;

Considérant que lors de la séance de vente publique, organisée le 11 juin 2015, aucun candidat-acquéreur s'est présenté;

Considérant le résultat de l'enquête menée suite à ce résultat, qui démontre que la mise à prix était trop élevée en fonction du nombre de logements qui pourraient être réalisés sur ce terrain;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de revoir cette mise à prix;

Vu l'adaptation de l'estimation du receveur de l'enregistrement;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

DECIDE :

Article 1 :

D'adapter la mise à prix et de la porter à € 275.000.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Openbare verkoop van een grond, Parijsstraat - herziening van de instelprijs.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het aangewezen is zijn beslissingen van 19 juni 2014 en 25 september 2014 met hetzelfde onderwerp te herzien;

Overwegende dat op de zitting van de openbare verkoop, georganiseerd op 11 juni 2015, geen enkele kandidaat-koper is komen opdagen;

Overwegende dat uit het resultaat van het onderzoek dat gevoerd werd naar aanleiding van dit resultaat gebleken is dat de instelprijs te hoog was in functie van het aantal woongelegenheden dat op dit terrein kan gerealiseerd worden;

Overwegende dat het nodig is deze instelprijs te herzien;

Gezien de aanpassing van de schatting van de ontvanger van de registratie;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

BESLUIT:

Artikel 1:

De instelprijs aan te passen en te brengen op € 275.000.

Artikel 2:

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0007 Comptes de la régie foncière pour l'exercice 2013.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la décision du Conseil communal de retirer le même point de l'ordre du jour lors de sa séance du 25.06.2015;

Vu l'A.R. du 08.01.1982 par lequel le service des achats et des ventes des propriétés immobilières de la commune d'Evere est organisé en régie et géré en dehors des services généraux de la commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 06.11.2003 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif

à la gestion financière des régies communales et en particulier l'article 9;

Vu les instructions ministérielles du 06.02.2004;

Vu la circulaire relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2013 du MRBC et ses paramètres (index et ABEX) ;

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 262 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les comptes de la régie foncière pour l'exercice 2013 comprenant :

- le compte budgétaire
- le bilan
- le compte de résultats
- les annexes

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de la tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 18 votes positifs, 3 votes négatifs, 8 abstentions.

Rekeningen van het grondbedrijf voor het dienstjaar 2013.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad om ditzelfde punt van de dagorde te schrappen in zitting van 25.06.2015;

Gelet op het K.B. van 08.01.1982 waardoor de dienst voor aankoop en verkoop van de onroerende goederen van de gemeente Evere wordt georganiseerd als gemeentebedrijf en beheerd wordt buiten de algemene diensten van de gemeente om;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06.11.2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven en in het bijzonder op artikel 9;

Gelet op de ministeriële richtlijnen van 06.02.2004;

Gelet op de omzendbrief betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen 2013 van het MBHG en zijn parameters (indexering en ABEX);

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het

administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het art. 262 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De rekeningen van het grondbedrijf goed te keuren voor het boekjaar 2013 omvattende:

- de begrotingsrekening
- de balans
- de resultatenrekening
- de bijlagen

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 18 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 8 onthoudingen.

SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN

24.09.2015/A/0008 **A.s.b.l. Triton : Adaptation du tableau des investissements pour l'exercice 2015.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 26 mars 2015 approuvant la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton;

Vu sa délibération du 27 novembre 2014, décidant d'octroyer à l'a.s.b.l. Triton un subside extraordinaire de 59.000,00€, conformément au projet d'investissements pour l'exercice 2015;

Vu les comptes pour l'exercice 2014 approuvés par l'Assemblée générale de l'a.s.b.l. Triton en séance du 23 avril 2015 et que ces comptes présentent un boni de 27.337,36€;

Vu sa délibération du 25 juin 2015, approuvant les comptes pour l'exercice 2014 de l'a.s.b.l. Triton et approuvant la demande de l'a.s.b.l. Triton de ne pas réduire la dotation communale ordinaire et d'autoriser l'a.s.b.l. Triton de pouvoir utiliser cette année ce boni à concurrence de 27.337,36€ afin de pourvoir à la maintenance des installations du complexe sportif;

Vu que ce boni de 27.337,36€ sera uniquement utilisé pour subvenir à des charges qui, soit incomberaient à la commune en tant que propriétaire du bâtiment, soit qui devraient être pris en compte dans le fonds de réserve prévu au contrat de la société de

maintenance et qui serait insuffisant;

Vu la lettre du 27 juillet 2015 de l'a.s.b.l., nous transmettant un tableau adapté des investissements pour l'exercice 2015;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le projet d'investissements pour l'exercice 2015 de l'a.s.b.l. Triton, adapté comme suit :

Projet d'investissements initial pour l'exercice 2015 :
Remplacement éventuel de deux machines de nettoyages (autolaveuse) datant de 2011
Remplacement éventuel du défribrillateur externe automatique datant de 2009
Remplacement éventuel du nettoyeur haute pression datant de 2006
Complément à l'investissement prévu pour la rénovation des sanitaires du hall d'entrée
Complément à l'achat d'une caisse enregistreuse datant de 2007
Installation d'un ascenseur pour les personnes à mobilité réduite
Achat d'un aspirateur
Achat d'un dispositif d'évacuation interne
Entretien du piège à balle
Achat d'une échelle/échaffaudage
Réaménagement des sanitaires du hall d'entrée
Achat d'un fauteuil roulant piscine pour des personnes à mobilité réduite
Achat d'une caisse enregistreuse
TOTAL :
Investissements supplémentaires possibles dans le cadre de l'utilisation du boni 20
Remplacement du four du sauna
Achat de matériel pour l'entretien des poolpacks
Remplacement de la crépine du jacuzzi
Réparation du tableau afficheur en zone piscine
Rénovation des douches
Rénovation partielle des plafonds, zone des vestiaires
Remplacement du tableau électrique du jacuzzi
Remplacement de la sonde de température du jacuzzi
Placement d'un variateur de fréquence pour la ventilation des vestiaires
Achat de matériel pour la rénovation des filtres des bassins

Ces achats/travaux éventuels complémentaires seront effectués en fonction des urgences, priorités imprévisibles qui pourraient bloquer la gestion du complexe sportif, pour un montant maximum de 27.337,36€.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en double expédition à l'a.s.b.l. Triton.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

V.z.w. Triton : Aanpassing van de investeringstabel voor het dienstjaar 2015.

De Raad, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 26 maart 2015, die de conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 27 november 2014, waarin beslist werd om een buitengewone toelage van 59.000,00€ toe te kennen aan de v.z.w. Triton, overeenkomstig het ontwerp van investeringen voor het dienstjaar 2015;

Gelet op de rekeningen voor het dienstjaar 2014, goedgekeurd door de Algemene vergadering van de v.z.w. Triton in zitting van 23 april 2015 en dat deze een batig saldo vertonen van 27.337,36€;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 25 juni 2015, waarin de rekeningen voor het dienstjaar 2014 van de v.z.w. Triton werden goedgekeurd, waarin de aanvraag van de v.z.w. Triton om de gewone gemeentelijke dotatie 2015 niet te verminderen werd goedgekeurd en waarin werd toegestaan om dit jaar het batig saldo van 27.337,36€ te gebruiken teneinde het onderhoud van de installaties van het sportcomplex te kunnen voorzien;

Gelet op het feit dat dit batig saldo van 27.337,36€ enkel zal gebruikt worden om de lasten te ondersteunen die, ofwel naar de gemeente als eigenaar van het gebouw zouden gaan, ofwel in rekening dienen gebracht te worden in het reservefonds voorzien in het contract van de onderhoudsfirma, dat onvoldoende zou zijn;

Gelet op de brief dd. 27 juli 2015 van de v.z.w. Triton, ons een aangepaste investeringstabel voor het dienstjaar 2015 overmakend;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het ontwerp van investeringen voor het dienstjaar 2015 van de v.z.w. Triton ,
aangepast als volgt, goed te keuren :

Oorsponkelijk investeringsontwerp voor het dienstjaar 2015 :
Eventuele vervanging van twee kuismachines (schrob-/zuigmachines) daterend van 2011
Eventuele vervanging van de automatische externe debrifillator daterend van 2009
Eventuele vervanging van de hogedrukreiniger daterend van 2006
Aanvulling op de investering voorzien voor de renovatie van het sanitair in de inkomhal
Aanvulling op de aankoop van een registratiekassa daterend van 2007
Installatie van een lift voor personen met een beperkte mobiliteit
Aankoop van een stofzuiger
Aankoop van een toestel voor interne evacuatie
Onderhoud van de kogelvangers
Aankoop van een vouwladder/stelling
Herinrichting van het sanitair van de inkomhal
Aankoop van een rolstoel voor gebruik in het zwembad voor personen met een beperkte mobiliteit
Aankoop van een kasregister
TOTAL :
Bijkomende mogelijke investeringen in het kader van het gebruik van het batig s
Vervanging van de oven van de sauna
Aankoop van materiaal voor het onderhoud van de poolpacks
Vervanging van de jacuzzi zeef
Vervanging van de weergavetabel, zone zwembad
Vernieuwing van de douches
Gedeeltelijke vernieuwing van de plafonds, zone vestiaires
Vervanging van het schakelbord van de jacuzzi
Vervanging van de temperatuursonde van de jacuzzi
Plaatsing van een frequentieregelaar voor de verluchting van de vestiaires
Aankoop van materiaal voor de vernieuwing van de filters van het zwembad

Deze eventuele bijkomende aankopen/werken zullen worden uitgevoerd in functie van onvoorziene, dringende prioriteiten die het beheer van het sportcomplex kunnen blokkeren, voor een totaal maximum bedrag van 27.337,36€.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging in tweevoud over te maken aan de v.z.w. Triton.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0009 **Fabrique d'église de l'Epiphanie - Compte de l'exercice 2014. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1969 déterminant la circonscription de ladite église sur le territoire de la commune d'Evere et de la commune de Schaerbeek;

Vu le compte pour l'exercice 2014 de la fabrique d'église de l'Epiphanie, arrêté par son Conseil de fabrique le 10 février 2015 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excéc
Compte pour l'exercice 2014	73.320,72€	21.150,40€	52.1

Considérant que ledit compte se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire des communes, mais que l'absence d'un état du patrimoine ne nous permet pas d'avoir une vue claire de la comptabilité de la fabrique d'église de l'Epiphanie;

Considérant l'absence de pièces justificatives;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS DEFAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte de l'exercice 2014 de la fabrique d'église de l'Epiphanie.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en cinq exemplaires à l'Administration communale de Schaerbeek, accompagnée du dossier.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 25 votes positifs, 4 abstentions.

Kerkefabriek van Epifanie - Rekening voor het dienstjaar 2014. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het koninklijke besluit van 25 november 1969, dat het district van hogergenoemde kerk op de gemeente Evere en de gemeente Schaarbeek bepaalt;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2014 van de kerkfabriek van Epifanie, afgesloten door haar kerkraad op 10 februari 2015 als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Over:
Rekening voor het dienstjaar 2014	73.320,72€	21.150,40€	52.1

Overwegende dat de bedoelde rekening zonder financiële tussenkomst van de gemeenten een overschot vertoont, maar dat de afwezigheid van een staat van haar vermogen een duidelijk overzicht van de boekhouding van de kerkfabriek van Epifanie onmogelijk maakt;

Overwegende de afwezigheid van bewijsstukken;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een ONGUNSTIG ADVIES uit te brengen inzake de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2014 van de kerkfabriek van Epifanie.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging in vijf exemplaren aan het Gemeentebestuur van Schaarbeek over te maken, vergezeld van het dossier.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 25 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

24.09.2015/A/0010 **Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph - Compte de l'exercice 2014. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le compte pour l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph, arrêté par

son Conseil de fabrique le 20 février 2015 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Compte pour l'exercice 2014	800.247,32€	789.102,74€	11.144,58€

Considérant que le compte est accompagné des pièces justificatives et se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire de la commune;

Considérant que nous avons reçu un état du patrimoine ce qui nous permet d'avoir une vue claire de la comptabilité de la fabrique d'église de Saint-Joseph;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte pour l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en quatre exemplaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 10 abstentions.

Kerkfabriek van Sint-Jozef - Rekening voor het dienstjaar 2014. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint-Jozef, afgesloten door haar kerkraad op 20 februari 2015 als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Rekening voor het dienstjaar 2014	800.247,32€	789.102,74€	11.144,58€

Overwegende dat de bewijsstukken aan de rekening zijn toegevoegd en dat deze zich met een overschot afsluit zonder financiële tussenkomst van de gemeente;

Overwegende dat de we een vermogensstaat hebben mogen ontvangen wat een duidelijk overzicht van de boekhouding van de kerkfabriek mogelijk maakt;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint-Jozef.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in viervoud over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 19 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

24.09.2015/A/0011 **Fabrique d’Eglise de Saint-Joseph – Budget de l’exercice 2016. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le budget pour l’exercice 2016 de la Fabrique d’Eglise de Saint-Joseph, arrêté par son Conseil de fabrique le 26 août 2015 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Budget pour l’exercice 2016	38.766,81€	38.766,81€	0,00€

Considérant que le budget 2016 se clôture en équilibre sans intervention pécuniaire de la commune;

Considérant que nous disposons d’un état du patrimoine ce qui nous permet d’avoir une vue claire de la comptabilité de la fabrique d’église de Saint-Joseph;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d’église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l’article 7 de l’ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D’émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l’approbation par l’autorité supérieure du

budget pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en 5 exemplaires.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 18 votes positifs, 11 abstentions.

Kerkfabriek van Sint-Jozef - Begroting voor het dienstjaar 2016. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Jozef, afgesloten als volgt door haar kerkraad op 26 augustus 2015:

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Begroting voor het dienstjaar 2016	38.766,81€	38.766,81€	0,00€

Overwegende dat de begroting 2016 een evenwicht vertoont zonder financiële tussenkomst van de gemeente;

Overwegende dat de we een vermogensstaat bezitten wat een duidelijk overzicht van de boekhouding van de kerkfabriek mogelijk maakt;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid betreffende de begroting voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Jozef.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in 5 exemplaren over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 18 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

24.09.2015/A/0012 **Contrat entre la commune d'Evere et la Région de Bruxelles-Capitale visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles Capitale.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles Capitale;

Considérant la volonté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'associer les communes au développement économique régional par la stabilisation et l'harmonisation de la fiscalité principalement locale, via un contrat pour l'Economie et l'Emploi;

Considérant la volonté de créer un climat propice au développement de l'activité économique en Région bruxelloise via l'octroi de subventions aux communes destinées à compenser la suppression par celles-ci d'une série de taxes déterminées par le Gouvernement;

Vu le crédit de 26,8 millions d'euros réservé à cette fin dans le budget régional;

Vu la suppression des règlements-taxes sur la force motrice et sur le matériel informatique dès 2007;

Vu le dossier de candidature introduit par la commune d'Evere avant le 15 septembre 2015;

Vu la note dans le dossier de candidature par laquelle la commune informe le Gouvernement régional des mesures qu'elle compte prendre afin de promouvoir l'activité économique sur son territoire et précise les règlements taxes qu'elle supprimera ou simplifiera;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De conclure le contrat en annexe entre la commune d'Evere et le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale pour l'année 2015.

Article 2 :

De soumettre au comité de suivi la création de toute nouvelle taxe ou l'augmentation de toute taxe existante qui pourrait avoir un impact sur le développement économique local.

Article 3 :

De participer au groupe de travail chargé d'harmoniser la fiscalité locale.

Article 4 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le contrat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overeenkomst tussen de gemeente Evere en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende de wil van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gemeenten bij de gewestelijke economische ontwikkeling te betrekken door middel van een stabilisering en harmonisering van de fiscaliteit die in hoofdzaak een lokale materie is, via een overeenkomst voor de Economie en de Tewerkstelling;

Overwegende de wil om een gunstig klimaat tot stand te brengen voor de ontwikkeling van de economische activiteit in het Brusselse Gewest via de toekenning van subsidies aan de gemeenten ter compensatie van een aantal door de Regering bepaalde belastingen die zij afschaffen;

Gelet er daartoe in de gewestbegroting een krediet van 26,8 miljoen euro werd voorbehouden;

Gelet de afschaffing van de belastingsreglementen op drijfkracht en op informaticamateriaal vanaf 2007;

Gelet het kandidatuur dossier verstuurd door de gemeente voor 15 september 2015;

Gelet de nota die deel uitmaakt van het kandidatuur dossier waarmee de gemeente de gewestelijke Regering op de hoogte stelt van de maatregelen die zij voorziet te nemen om de economische activiteit op haar grondgebied aan te moedigen en waarin zij preciseert welke belastingen zij zal afschaffen of vereenvoudigen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst als bijlage tussen de gemeente Evere en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te ondertekenen voor het jaar 2015.

Artikel 2 :

Aan het opvolgingscomité iedere nieuwe belasting voor te leggen die in het leven geroepen wordt, alsook iedere verhoging van een bestaande belasting die een weerslag zou kunnen hebben op de plaatselijke economische ontwikkeling.

Artikel 3 :

Deel te nemen aan de werkgroep belast met de harmonisering van de plaatselijke fiscaliteit.

Artikel 4 :

Onderhavige beraadslaging en de overeenkomst over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN

24.09.2015/A/0013 **Convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'ASBL Schola ULB dans le cadre du soutien scolaire.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 02.06.2015 approuvant le projet de soutien scolaire pour le 1er degré de l'enseignement secondaire;

Vu la proposition de convention de collaboration transmise par l'ASBL Schola ULB;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide:

Article 1:

D'approuver la convention de collaboration, en annexe, entre la commune d'Evere et l'ASBL Schola ULB.

Article 2:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de vzw Schola ULB in

het kader van de schoolondersteuning.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in haar zitting van 02.06.2015 betreffende de goedkeuring van het project schoolondersteuning voor de 1ste graad van het secundair onderwijs;

Gelet op het voorstel van samenwerkingsovereenkomst overgemaakt door de vzw Schola ULB;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

Besluit:

Artikel 1:

De samenwerkingsovereenkomst, als bijlage, tussen de gemeente Evere en de vzw Schola ULB, goed te keuren.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0014 **Crèche communale De Hummeltjes - Modification du règlement d'ordre intérieur.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'il convient de modifier le règlement d'ordre intérieur de la crèche communale De Hummeltjes, conformément au décret du gouvernement flamand du 22 novembre 2013, d'application pour tous les milieux d'accueil reconnus par Kind en Gezin;

Vu la décision du conseil communal du 27 mars 2014 concernant le règlement d'ordre intérieur;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté flamande du 13 décembre 2002 modifiant l'arrêté du gouvernement de la Communauté flamande du 23 février 2001 portant réglementation sur l'agrément et le subventionnement des milieux d'accueil et services d'accueillants;

Vu la circulaire de Kind en Gezin du 22 janvier 2003, portant sur les directives de rédaction d'un règlement d'ordre intérieur pour les milieux d'accueil, les services

d'accueillants et les initiatives d'accueil extrascolaire, modifiée par la circulaire de Kind en Gezin du 16 juin 2008;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juin 2001 portant réglementation sur le code de qualité dans les milieux d'accueil;

Vu la circulaire de Kind en Gezin du 09 décembre 2009, portant sur les directives relatives au traitement de la fièvre et à la médication en crèche;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1 :

D'abroger le règlement d'ordre intérieur actuel (délibération du conseil communal du 27 mars 2014) à partir du 25 septembre 2015.

Article 2 :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur, en annexe, et de le déclarer en vigueur à partir du 25 septembre 2015.

Article 3 :

De charger la direction de remettre le règlement d'ordre intérieur aux parents des enfants déjà inscrits ainsi que lors de chaque nouvelle inscription et de le faire signer pour accord.

Article 4 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeentelijk kinderdagverblijf De Hummeltjes - Wijziging van het huishoudelijk reglement.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegend dat het noodzakelijk is het huishoudelijk reglement van het gemeentelijk kinderdagverblijf De Hummeltjes te wijzigen, overeenkomstig het decreet van 22 november 2013 opgesteld door de Vlaamse overheid, geldig voor alle erkende groepsopvangen van kind en gezin;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 maart 2014 betreffende het huishoudelijk reglement;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 13 december 2002 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 23 februari 2001 houdende de voorwaarden

inzake erkenning en subsidiëring van kinderdagverblijven en diensten voor opvanggezinnen;

Gelet op de omzendbrief van Kind en Gezin van 22 januari 2003, met betrekking tot de richtlijnen voor het opstellen van een huishoudelijk reglement in kinderdagverblijven, diensten voor opvanggezinnen en initiatieven voor buitenschoolse opvang, aangepast door de omzendbrief van Kind en Gezin van 16 juni 2008;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juni 2001 tot bepaling van de kwaliteitszorg in kinderdagverblijven;

Gelet op de omzendbrief van Kind en Gezin van 09 december 2009, met betrekking tot de richtlijnen voor de aanpak van koorts en toedienen van geneesmiddelen in de kinderopvang;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het huidige huishoudelijk reglement (beraadslaging van de gemeenteraad van 27 maart 2014) vanaf 25 september 2015 in te trekken.

Artikel 2 :

Het huishoudelijk reglement, als bijlage, goed te keuren en vanaf 25 september 2015 van kracht te verklaren.

Artikel 3 :

De directie opdracht te geven het huishoudelijk reglement over te maken aan de ouders van de reeds ingeschreven kinderen en ook bij elke nieuwe inschrijving en voor akkoord te laten tekenen.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0015 **Subside au Gemeenschapscentrum Everna - projet Brede School - De Witlofkinderen 2014-2015.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que la Commission communautaire flamande a lancé un appel à projets "Brede School" visant le développement pérenne des enfants et des jeunes à travers des

collaborations ciblées et durables;

Considérant que la commune a introduit un dossier de candidature;

Considérant que la Commission communautaire flamande a approuvé le dossier de candidature depuis le 28 juin 2012 en attribuant annuellement à la commune un subside de 50.000,00€ pour le projet "Brede school - De Witlofkinderen";

Considérant qu'il est opportun de rétrocéder ce subside au Gemeenschapscentrum Everna afin de réaliser le projet;

Vu le crédit de 50.000,00€ inscrit à la fonction 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2015, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu le caractère financier neutre de cette opération pour la commune ;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1 :

De rétrocéder le subside de 50.000,00€ au Gemeenschapscentrum Everna afin de financer le projet "Brede school - De Witlofkinderen".

Gemeenschapscentrum Everna vzw - 30, rue St. Vincent - 1140 Evere (NE : 0447.992.025).

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense à la fonction 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Toelage aan het Gemeenschapscentrum Everna - project Brede School - De Witlofkinderen 2014-2015.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie een projectoproep 'Brede School' heeft uitgeschreven om zo via doelgerichte en duurzame samenwerking bij te dragen aan de brede ontwikkeling van kinderen en jongeren;

Overwegende dat de gemeente een kandidatuur dossier heeft ingediend;

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie het kandidatuur dossier sinds 28 juni 2012 heeft goedgekeurd en de gemeente jaarlijks een subsidie van 50.000,00€ voor het project 'Brede School - De Witlofkinderen' toekent;

Overwegende dat het opportuun is deze toelage aan het Gemeenschapscentrum Everna af te staan om het project te realiseren;

Gelet op het krediet van 50.000,00€ ingeschreven op functie 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op het financieel neutrale karakter van deze operatie voor de gemeente;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1:

De toelage van 50.000,00€ aan het Gemeenschapscentrum Everna af te staan voor het financieren van het project 'Brede school - De Witlofkinderen'. Gemeenschapscentrum Everna vzw - St. Vincentiusstraat 30 - 1140 Evere (ON: 0447.992.025).

Artikel 2:

Deze uitgave op functie 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0016 **Pacte d'amitié Evere - Visan.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la volonté de signer un pacte d'amitié entre les commune d'Evere et de Visan (France) pour officialiser l'enrichissement mutuel et le rapprochement culturel et sportif des deux entités;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le texte du pacte d'amitié ci-joint et de le faire signer par les deux communes.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Verbroedering Evere - Visan.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wens om een verbroedering tussen de gemeenten Evere en Visan (Frankrijk) af te sluiten teneinde de wederzijdse verrijking op cultureel en sportief vlak van de twee entiteiten te bezegelen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1:

De tekst van de verbroedering als bijlage goed te keuren en door de twee gemeenten te laten ondertekenen.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0017 **Convention de collaboration entre la RSCA Foundation Constant Vanden Stock et la commune d'Evere - programme football et études**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la proposition de la RSCA Foundation Constant Vanden Stock aux communes bruxelloises de lancer un programme football et études qui a comme objectif, par le biais du sport de quartier, d'améliorer les résultats scolaires;

Considérant que la lutte contre le décrochage scolaire est l'une des missions principales du service prévention;

Vu la proposition de convention de collaboration élaborée par la RSCA Foundation Constant Vanden Stock;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention de collaboration entre la RSCA Foundation Constant Vanden Stock et la commune d'Evere, en annexe, pour la période du 01.09.2015 au 31.08.2016.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de RSCA Foundation Constant Vanden Stock en de gemeente Evere - voetbal en studies programma

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het voorstel van de RSCA Foundation Constant Vanden Stock aan de Brusselse gemeenten om een voetbal en studies programma op te starten dat als doelstelling heeft, door middel van buurtsport, de schoolresultaten te verbeteren;

Overwegende dat de strijd tegen het schoolverzuim één van de hoofdmissies van de preventiedienst is;

Gelet op het voorstel tot samenwerkingsovereenkomst uitgewerkt door de RSCA Foundation Constant Vanden Stock;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

De samenwerkingsovereenkomst tussen de RSCA Foundation Constant Vanden Stock en de gemeente Evere, als bijlage, voor de periode van 01.09.2015 tot en met 31.08.2016 goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0018 **Octroi d'un subside aux 3 conseils de quartier.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant le dynamisme des 3 conseils de quartier et de l'importance de les soutenir dans leur démarche citoyenne;

Considérant que le renouvellement de ce subside se fera au vu des rapports d'activités à introduire par les bénéficiaires;

Vu le crédit de 2.150,00€ inscrit à la fonction 777/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2015;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Article 1:

D'octroyer un subsidie aux conseils de quartier, suivant cette liste:

Conseil de quartier Evere Centre: 300,00€

Marc Bossuyt - responsable
Rue de la Résistance, 63
1140 Evere

Conseil de quartier Bas - Evere: 300,00€

Christian Michiels - responsable
Rue du Tilleul 225
1140 Evere

Conseil de quartier Haut - Evere: 300,00€

Daniel Brees - responsable
Avenue Franz Guillaume 61 bte10
1140 Evere

Article 2:

De comptabiliser la dépense de 900,00€ à la fonction 777/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2015.

Article 3:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan de 3 buurtraden.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende het dynamisme van de drie buurtraden en het belang om ze te ondersteunen in hun burgerinitiatief;

Overwegende dat de vernieuwing van deze subsidie zal gebeuren in het licht van de activiteitenrapporten die door de begunstigden ingediend worden;

Gelet op het krediet van 2.150,00€ voorzien op de functie 777/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelage;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het

administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een subsidie aan de buurtraden toe te kennen, volgens deze lijst:

Buurtraad Evere Centrum: 300,00€

Marc Bossuyt - verantwoordelijke

Weerstandstraat, 63

1140 Evere

Buurtraad Laag- Evere: 300,00€

Christian Michiels - verantwoordelijke

Lindestraat 225

1140 Evere

Buurtraad Hoog - Evere: 300,00€

Daniel Brees - verantwoordelijke

Franz Guillaumelaan 61 bus10

1140 Evere

Artikel 2:

Deze uitgave van 900,00 euro op de functie 777/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0019 **Octroi d'un subside à l'Entrela Centre culturel d'Evere dans le cadre de la politique de l'égalité des chances**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 2.000,00€ inscrit à la fonction 849/332-01 de l'exercice 2015 concernant des subsides aux associations du type "Egalité des Chances";

Vu l'arrêté ministériel du 01.12. 2014 octroyant une subvention à la commune d'Evere à titre de soutien à la politique d'égalité des chances;

Vu le rapport d'activité concernant le projet "Ici Mimouna" concrétisé par L'Entrela Centre culturel d'Evere;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et

philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 1.750,00€ en faveur de L'Entrela Centre culturel d'Evere:
L'Entrela Centre culturel d'Evere
Rue de Paris 43
1140 Evere
Numéro d'Entreprise : 0416.184.834

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense sur la fonction 849/332-01 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan het l'Entrela Centre culturel d'Evere in het kader van het gelijke kansenbeleid

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 2.000,00€ ingeschreven op de functie 849/332-01 van het dienstjaar 2015, houdende toekenning van subsidies aan verenigingen type "Gelijke Kansen";

Gelet op het ministerieel besluit van 01.12.2014 betreffende de toekenning van een subsidie aan de gemeente Evere ter ondersteuning van het gelijke kansenbeleid;

Gelet op het activiteitenrapport van het project "Ici Mimouna" gerealiseerd door L'Entrela Centre culturel d'Evere;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op

de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie van 1.750,00€ toe te kennen ten voordele van L'Entrela Centre culturel d'Evere:

L'Entrela Centre culturel d'Evere

Parijsstraat, 43

1140 Evere

Ondernemingsnummer : 0416.184.834

Artikel 2 :

Deze uitgave te boeken op de functie 849/332-01 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0020 **Subside pour l'association "L' Uni-Vert".**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant le dynamisme de l'association "L'Uni-Vert" et l'importance de soutenir la pérennisation du projet apicole installé dans le parc du 11 novembre;

Considérant que ce subside sera destiné à l'acquisition de matériel nécessaire à l'entretien ou au développement des ruchers;

Vu le crédit de 2.150,00 € inscrit à la fonction 777/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2015;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'octroyer un subside à l'association "L'Uni-Vert" pour un montant de 500,00€.

Quartier durable "L'Uni-Vert"

M. Fabrice Lorne

Av. du Destrier, 24

1140 Evere

Article 2:

De comptabiliser la dépense de 500,00€ à la fonction 777/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2015.

Article 3:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Subsidie aan de vereniging "L' Uni-Vert".

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende het dynamisme van de vereniging "L'Uni-Vert" en het belang om de bestending van het bijenteeltproject in het 11 novemberpark te ondersteunen;

Overwegende dat deze subsidie bestemd zal zijn voor de aankoop van materiaal voor het onderhoud of de ontwikkeling van de bijenkasten;

Gelet op het krediet van 2.150,00 euro voorzien op de functie 777/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een subsidie van 500,00 euro toe te kennen aan de vereniging "L'Uni-Vert" voor de aankoop van materiaal.

Duurzame buurt "L'Uni-Vert"

M. Fabrice Lorne

Strijdroslaan, 24

1140 Evere

Artikel 2:

Deze uitgave van 500,00 euro te boeken op de functie 777/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0021 **Subside en faveur de la commune de Oued Essafa dans le cadre de la Coopération Internationale Communale.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 2014 octroyant un subsidie à l'asbl Association de la Ville et de Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB) pour le financement du Programme 2014-2016 de Coopération Internationale Communale;

Vu le partenariat depuis 2010 entre la commune d'Evere et la commune de Oued Essafa dans le cadre la Coopération Internationale Communale;

Vu la Logique d'Intervention du Partenariat 2014-2015 élaborée en concertation avec les instances de la commune de Oued Essafa;

Vu le crédit inscrit à la fonction 150/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2015 concernant les subsides octroyés aux associations de type Solidarité entre les peuples;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer un subside de 29.042,50€ à la commune de Oued Essafa.

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense à la fonction 150/332-02 du budget ordinaire de 2015.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Subsidie ten gunste van de gemeente Oued Essafa in het kader van de Gemeentelijke Internationale Samenwerking.

De RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 2014 houdende toekenning van een subsidie aan de vzw Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (VSGB) voor de financiering van het Programma 2014-2016 van Gemeentelijke Internationale Samenwerking;

Gelet op het partnerschap sinds 2010 tussen de gemeente Evere en de gemeente Oued Essafa in het kader van de Gemeentelijke Internationale Samenwerking;

Gelet op de Interventiologica van het Partnerschap 2014-2015 opgemaakt in overleg met de instanties van de gemeente Oued Essafa;

Gelet op het krediet ingeschreven op de functie 150/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015, houdende toekenning van subsidies aan verenigingen type Solidariteit tussen de volkeren;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie van 29.042,50€ aan de gemeente Oued Essafa toe te kennen.

Artikel 2 :

Deze uitgave op de functie 150/332-02 voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0022 **Convention de partenariat entre la commune et Actiris - Projet local - Plateforme demandeurs d'emploi.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la convention de collaboration dans le cadre de la Maison de l'Emploi d'Evere;

Considérant que le CPAS, l'ALE, l'antenne Actiris et la commune souhaitent collaborer dans le cadre des projets locaux et ont déposé un dossier « Plateforme pour demandeurs d'emploi »;

Considérant qu'Actiris a approuvé le dossier le 29.06.2015 et attribue un subside de 9.800,00€ à la commune pour la réalisation du projet « Plateforme pour demandeurs d'emploi »;

Considérant que 80% du subside (7.840,00€) sera versé en 2015 et que le solde (1.960,00€) sera versé en 2016 après adoption du rapport d'activités par Actiris;

Vu la proposition de convention élaborée par Actiris;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collègue des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention en annexe entre la commune d'Evere et Actiris.

Article 2 :

De prévoir la recette de 9.800,00€ sur la fonction 520/465-01 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

**Partnerschapovereenkomst tussen de gemeente en Actiris - Lokaal project -
Werkzoekendenplatform.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst betreffende het Jobhuis van Evere;

Overwegende dat het OCMW, het PWA, de Actiris Antenne en de gemeente wensen samen te werken in het kader van lokale projecten en een dossier “Werkzoekendenplatform” hebben neergelegd;

Overwegende dat Actiris het dossier heeft goedgekeurd op 29.06.2015 en aan de gemeente een subsidie van 9.800,00€ toekent teneinde het project “Werkzoekendenplatform” te realiseren;

Overwegende dat 80% van de subsidie (7.840,00€) gestort zal worden in 2015 en het saldo van 20% (1.960,00€) overgemaakt zal worden in 2016 na aanvaarding door Actiris van het activiteitenrapport;

Gelet op het voorstel tot overeenkomst opgesteld door Actiris;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst tussen de gemeente Evere en Actiris, als bijlage, goed te keuren.

Artikel 2 :

De inkomsten van 9.800,00€ op functie 520/465-01 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015 te voorzien.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

SECTEUR CITOYEN - SECTOR BURGER

24.09.2015/A/0023 **Subside pour «Les Amis de la Morale Laïque d’Evere».**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 1.300,00€ inscrit sur la fonction 790/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2015, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu le rapport annuel en annexe, de l'asbl « Les Amis de la Morale Laïque d'Evere »;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer le subside de 1.300,00€ à « Les Amis de la Morale Laïque d'EVERE ».

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 1.300,00€ sur la fonction 790/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Toelage voor "Les Amis de la Morale Laïque d'Evere".

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 1.300,00€ ingeschreven op functie 790/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen ;

Gelet op het jaarverslag in bijlage, van de vzw "Les Amis de la Morale Laïque d'Evere";

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 1.300,00€ toe te kennen aan “Les Amis de la Morale Laïque d’EVERE”.

Artikel 2 :

Deze uitgave van 1.300,00€ op functie 790/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0024 Déplacements de tombes d'anciens combattants au nouveau cimetière.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, et ses modifications ultérieures;

Considérant que la cession d’une parcelle de terrain du cimetière communal à la Société Coopérative Intercommunale de Crémation pour la construction d’un crématorium a réduit l’espace d’inhumation;

Considérant qu’il est donc nécessaire de créer de nouveaux emplacements pour une bonne rotation des pelouses;

Considérant que 11 tombes d’anciens combattants sont isolées des autres anciens combattants;

Considérant qu’il est d’intérêt public de déplacer ces tombes et de les regrouper avec les autres tombes d’anciens combattants, et ainsi gagner 7 pelouses;

Vu l’article 1er de l’arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l’exercice de la tutelle administrative;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De déplacer 11 tombes d'anciens combattants inhumés sur les pelouses 2F, 2B, 4A, 18A, 18B, 20A et 20B et de réinhumer les dépouilles en pelouse 6B.

L'exhumation et la réinhumation des corps sont à charge de la commune.

Les cercueils, disponibles à la régie, seront également fournis par la commune.

Article 2 :

D'afficher la présente décision à l'entrée du cimetière ainsi qu'à l'entrée des pelouses concernées durant 6 mois.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Verplaatsing van 11 graven van oud-strijders in het nieuwe kerkhof.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de wet van 20 juli 1971 houdende de begraafplaatsen en de lijkbezorging en latere wijzigingen;

Overwegende dat door de inbreng van een perceel grond van de gemeentelijke begraafplaats in de Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie voor het bouwen van een crematorium de beschikbare oppervlakte voor teraardebestelling wordt verminderd;

Overwegende de noodzaak om in enkele nieuwe begraafplaatsen te voorzien voor een goede roulatie van de percelen;

Overwegende dat er 11 plaatsen van oud-strijders geïsoleerd zijn van de algemene begraafplaats voor oud-strijders;

Overwegende dat het van openbaar belang is om deze graven te verplaatsen en ze toe te voegen aan de algemene begraafplaats voor oud-strijders zodanig dat er 7 percelen vrijkomen;

Gelet op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de overlegging aan de regering van de akten van gemeente overheden met

het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De 11 graven van oud-strijders te verplaatsen, actueel begraven in de perken 2F, 2B, 4A, 18A, 18B, 20A en 20b, en de stoffelijke overschotten te herbegraven in het perk 6B.

De opgravingen en het herbegraven van de lichamen zijn ten laste van de gemeente. De doodskisten, beschikbaar bij de regie der werken, zullen eveneens door de gemeente geleverd worden.

Artikel 2 :

Deze beslissing aan te plakken bij de ingang van het kerkhof en ook bij de betrokken percelen en dit gedurende 6 maanden.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0025 **Récupération des frais du médecin légiste.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant l'article 22 §1 al. 3 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, modifié par la loi du 20 septembre 1998, prévoyant que les honoraires et frais du médecin commis par l'Officier de l'état civil, dans les cas de demande d'incinération, sont à charge de la commune du domicile du défunt;

Considérant que la commune d'Evere, dans un jugement daté du 02 octobre 2013, rendu par le Tribunal de 1ère instance de Bruxelles a été condamnée à payer les factures en provenance de Schaerbeek ainsi que les intérêts compensatoires aux taux légaux;

Considérant que dans ledit jugement, la commune de Schaerbeek est autorisée à réclamer un remboursement forfaitaire de 73,32€ par défunt;

Considérant cette jurisprudence;

Vu la situation financière de la commune;

Vu les articles 112, 117 et 119 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 1er de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De réclamer le remboursement des honoraires et frais exposés par le médecin commis par l'Officier de l'Etat civil, aux communes de résidence des personnes non-éveroises décédées sur le territoire d'Evere, à partir du 01 janvier 2015.

Article 2 :

De réclamer un montant égal à celui pratiqué en matière d'examen de cadavres par la justice et sujet à l'indexation (Tarif des dépens des affaires pénales - Arrêté Ministériel du 27 mai 1968 - pour l'année 1998 fixé à 2.217 BEF, soit 54,96€, indexé annuellement, 73,32€).

Article 3 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Recuperatie van de kosten van de wetsdokter.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Overwegende het artikel 22 §1 derde lid van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging gewijzigd door de wet van 20 september 1998, waardoor de erelonen en kosten van de door de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand aangestelde geneesheer, in geval van een aanvraag tot crematie, ten laste zijn van de gemeente waar de overledene zijn woonplaats had;

Overwegende dat de gemeente Evere veroordeeld werd in een vonnis van 02.10.2013, door de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, tot het betalen van de facturen plus verwijlinteressen aan de gemeente Schaarbeek;

Overwegende dat dit vonnis, de gemeente Schaarbeek toelaat om een forfaitaire terugbetaling van 73,32€ per overledene te vragen;

Overwegende deze jurisprudentie;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op de artikelen 112, 117 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van gemeente overheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het honorarium en andere kosten gemaakt door de wetsdokter, aangesteld door de officier van de burgerlijke stand van Evere, te verhalen op de gemeente waar de overlede niet-Everenaar resideerde en dit vanaf 01 januari 2015.

Artikel 2 :

Een bedrag, aangepast aan de index, vast te stellen, gelijk aan het bedrag van een autopsie van een lijk door justitie (tarief van de kosten van strafzaken - Ministerieel besluit van 27 mei 1968 - voor het jaar 1998 vastgesteld op 2.217 BEF of € 54,96, jaarlijks geïndexeerd, 72,32€).

Artikel 3 :

Deze beraadslaging, met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht, in tweevoud aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0026 **Cohésion sociale - rapport de la coordination communale pour l'année 2014.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 7 du décret du 13 mai 2004 de la Commission Communautaire Française (COCOF) relatif à la Cohésion sociale prévoyant l'établissement d'un rapport annuel à destination du Conseil communal;

Vu l'article 6 § 3 du contrat communal de Cohésion sociale conclu entre la Commune et la COCOF le 09 décembre 2010;

Considérant les rapports d'activité fournis par l'asbl « L'Entrela Centre Culturel d'Evere et l'asbl « La Cohésion Sociale d'Evere – Actions Communautaires » pour l'année 2014;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance du rapport du coordinateur communal pour l'année 2014.

Le Conseil prend connaissance.

Sociale Cohesie – verslag van de gemeentelijke coördinatie voor het jaar 2014.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 7 van het decreet, dd. 13 mei 2004, van de Commission Communautaire Française (COCOF) betreffende de Sociale Cohesie, dat voorziet in het opstellen van een jaarlijks verslag aan de Gemeenteraad;

Gelet op artikel 6 § 3 van het gemeentelijke contract overeengekomen tussen de Gemeente en de COCOF op 09 december 2010;

Gelet op het activiteitenverslag van de “asbl L’Entrela le Centre Culturel d’Evere” en van de “asbl La Cohésion Sociale d’Evere – Actions Communautaires” voor het jaar 2014;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van het verslag van de gemeentelijke coördinator voor het jaar 2014.

De Raad neemt kennis.

24.09.2015/A/0027 **Octroi d'un subside au " Planning Familial d'Evere" pour l'exercice 2015**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 4.000,00€ inscrit à la fonction 84418/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2015.

Vu le rapport annuel du Planning Familial d’Evere;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

D’octroyer un subside de 4.000,00€ au Planning Familial d’Evere

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 4.000,00€ à la fonction 84418/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2015.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Toekenning van een toelage voor het dienstjaar 2015 aan de "Planning Familial d'Evere".

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het krediet van 4.000,00€ dat voorzien is op de functie 84418/332-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2015;

Gelet op het jaarverslag van de Planning Familial d'Evere;

Gelet op artikel 117 van de gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 4.000,00€ toe te kennen aan de 'Planning Familial d'Evere'.

Artikel 2 :

De uitgave van 4.000,00€ op functie 84418/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0028 **Subside à l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" pour l'exercice 2015.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa décision du 25 novembre 1999 par laquelle le Conseil approuve les statuts de l'ASBL Agence Immobilière Sociale "Hector Denis";

Vu sa décision du 15 janvier 2015 par laquelle le Conseil approuve la reconduction de la convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'ASBL Agence Immobilière Sociale "Hector Denis";

Considérant l'augmentation du nombre de logements gérés par l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis";

Considérant que l'aspect technique de l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" prend de plus en plus d'importance et considérant que la présence d'un ouvrier qualifié reste indispensable;

Considérant que le salaire d'un ouvrier ne peut actuellement être assumé financièrement par l'Agence immobilière Sociale "Hector Denis";

Vu la décision du 16 octobre 2003 du Conseil d'Administration de l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" concernant l'engagement d'un employé technique à temps plein;

Vu le crédit de 30.000,00€ inscrit à la fonction 922/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2015;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De soutenir l'Agence Immobilière Sociale dans son développement.

Article 2 :

D'octroyer un subside de 30.000,00€ à l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" comme intervention dans les frais de salaire de leur ouvrier technique.

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 30.000,00€ à la fonction 922/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2015.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Toelage aan het Sociaal Woonbureau "Hector Denis" voor het dienstjaar 2015.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op zijn beslissing dd. 25 november 1999 houdende goedkeuring van de statuten van het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis";

Gelet op de beslissing van de Raad dd. 15 januari 2015 houdende de goedkeuring van de verlenging van de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de VZW Sociaal Woningkantoor "Hector Denis";

Overwegende de stijging van het aantal woningen dat beheerd wordt door het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis";

Overwegende het toenemend belang van het technisch aspect van het werk van het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" en overwegende dat de aanwezigheid van een gekwalificeerde arbeider noodzakelijk blijft;

Overwegende dat het Sociaal Woningkantoor momenteel financieel niet kan instaan voor het salaris van een arbeider;

Gelet op de beslissing van 16 oktober 2003 van de Raad van Bestuur van het Sociaal Woningbureau "Hector Denis" betreffende de aanwerving van een technische bediende;

Gelet op het krediet van 30.000,00€, dat voorzien is op de functie 922/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op de wet dd. 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" te steunen in zijn ontwikkeling.

Artikel 2 :

Een toelage van 30.000,00€ euro toe te kennen aan het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis", als bijdrage in de loonkosten van de technische bediende.

Artikel 3 :

Deze uitgave van 30.000,00€ te boeken op de functie 922/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING

24.09.2015/A/0029 **Achat de matériel supplémentaire destiné à la téléphonie VOIP - Mandat CM-001205 donné par l'Administration communale d'Evere à la Région de Bruxelles-Capitale (IRSnet2).**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que les écoles et les services communaux ont besoin de matériel additionnel destiné à la téléphonie VOIP;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 novembre 2010 adoptant la convention de mandat CM-001205 donné par l'administration communale d'Evere à la Région de Bruxelles-Capitale en vue de la passation d'un marché de fourniture de services de télécommunications et de communications électroniques (IRISnet2);

Considérant que IRISnet a la possibilité de fournir le matériel téléphonique VOIP destiné aux écoles et aux services communaux et que les commandes se feront au fur et à mesure des besoins;

Vu le devis estimatif de 2.904,00€ TVAC;

Considérant le crédit prévu de 4.000,00€ à la fonction 139/742-54 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins:

DECIDE :

Article 1:

D'adopter le montant estimatif de 2.904,00€ TVAC et de procéder à l'achat de matériel destiné à la téléphonie VOIP au fur et à mesure des besoins.

Article 2:

D'acquérir le matériel destiné à la téléphonie VOIP via la convention de mandat CM-001205 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la passation d'un marché de fournitures de services de télécommunications et de communications électroniques (IRISNET2).

Article 3:

De comptabiliser les dépenses sur la fonction 139/742-54 à concurrence de maximum 2.904,00€ du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

Article 4:

De financer ces dépenses comme suit:
F. 139/742-54 par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Aankoop van bijkomende telefoonmateriaal VOIP - Mandaatovereenkomst CM-001205 gegeven door het Gemeentebestuur van Evere aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (IRISnet2).

DE RAAD

Overwegende dat het nodig blijkt om voor de scholen en de gemeentediensten bijkomend telefoonmateriaal VOIP aan te kopen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 november 2010 waar ingestemd werd met de mandaatovereenkomst CM-001205 gegeven door het Gemeentebestuur van Evere aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op het gunnen van een opdracht voor het leveren van diensten inzake telecom en elektronische communicatie (IRISnet2);

Overwegende dat IRISnet de mogelijkheid heeft om het telefoonmateriaal VOIP voor de scholen en de gemeentediensten te leveren en dat de bestellingen zullen plaatsvinden in functie van de noden;

Gelet op het ramend bestek van 2.904,00€ BTW inbegrepen;

Overwegende dat een krediet van 4.000,00€ voorzien is op functie 139/742-54 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op artikelen 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

Het ramend bedrag van 2.904,00€ BTW inbegrepen aan te nemen en telefoonmateriaal VOIP voor de scholen en de gemeentediensten in functie van de noden aan te kopen.

Artikel 2:

Het telefoonmateriaal VOIP te verwerven via de mandaatovereenkomst CM-001205 met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het gunnen van een opdracht voor het leveren van diensten inzake telecom en elektronische communicatie.

Artikel 3:

De uitgaven op de functie 139/742-54 ten belope van max. 2.904,00€ van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 4:

De uitgave als volgt te financieren:
F. 139/742-54 met een lening.

Artikel 5:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0030 **Approbation de la convention "St'art" sa liée à la mise à disposition de 4 classes modulaires à Clair Vivre Centre.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 3 avril 2014 d'octroyer 4 classes supplémentaires grâce à des structures modulaires;

Considérant que le fonds d'investissement St'art SA a été désigné par le Gouvernement afin d'organiser et de financer la mise à disposition de classes modulaires en collaboration avec les services de l'Administration générale de l'infrastructure du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que les classes modulaires seront mises à disposition de l'école Clair-Vivre Centre;

Vu la convention de mise à disposition des classes modulaires à conclure entre St'art et la commune d'Evere ci-annexée;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention portant sur la mise à disposition de classes modulaires à conclure entre la SA St'art et la commune d'Evere.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Goedkeuring van de overeenkomst "St'art" nv betreffende het ter beschikking stellen van 4 modulaire klassen te Clair Vivre Centrum.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het besluit van de Regering van de Federatie Wallonie-Brussel van 3 april 2014 om 4 bijkomende klassen te creëren dankzij modulaire structuren;

Overwegende dat het investeringsfonds St'art NV door de regering aangeduid werd om het ter beschikking stellen, in medewerking met de diensten van de Algemeen Bestuur van de Infrastructuur van het Ministerie van de Federatie Wallonie-Brussel, te organiseren en te financieren;

Overwegende dat de modulaire klassen ter beschikking van de school Clair-Vivre zullen gesteld worden;

Gelet op de overeenkomst af te sluiten tussen St'art NV en de gemeente Evere betreffende het ter beschikking stellen van modulaire klassen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst af te sluiten tussen St'art en de gemeente Evere betreffende het ter beschikking stellen van modulaire klassen goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0031 **Fixation des conditions et attribution d'un marché de travaux en vue de l'enlèvement d'un compteur électrique au sein de l'école Clair-Vivre (Plan Ecoles 2014-2018, projet 3).**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le démontage du pavillon préfabriqué n° 8 de l'école Clair-Vivre;

Considérant dès lors la nécessité d'enlever le compteur électrique alimentant ce pavillon et placé à l'extérieur aux fins entre autres de ne pas gêner l'aire de jeux;

Considérant qu'il y a lieu de confier ces travaux à Sibelga, société ayant l'exclusivité en la matière;

Vu l'offre de Sibelga quant aux travaux projetés pour un montant de 901,45€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 901,45€ est prévu à la fonction 72202/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (droits exclusifs) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Sibelga - Quai des usines 16 à 1000 Bruxelles (NE: 0222.869.673) comme adjudicataire du marché pour l'enlèvement d'un compteur électrique au sein de l'école Clair-Vivre, au prix de son offre du 22.07.2015 à savoir 901,45€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 901,45€ sur la fonction 72202/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

Article 4:

De financer ces travaux par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht van werken voor het verwijderen van een electriciteitsteller in de school Clair-Vivre (Scholenplan 2014-2018, project 3).

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de afbraak van het prefabpaviljoen nr. 8 in de school Clair-Vivre;

Overwegende de nood om de buiten gelegen electriciteitsteller van dito paviljoen te verwijderen onder andere om de speelruimte te vrijwaren;

Overwegende dat deze werken uitgevoerd moeten worden door Sibelga, daar zij ter zake de exclusiviteit hebben;

Gelet op de offerte van de firma Sibelga betreffende de geplande werken voor een bedrag van 901,45€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 901,45€ voorzien is op de functie 72202/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (exclusieve rechten) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2:

De firma Sibelga - Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel (ON: 0222.869.673) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende het verwijderen van een electriciteitsteller in de school Clair-Vivre volgens het bedrag van haar offerte van 22.07.2015 namelijk 901,45€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3:

De uitgave van 901,45€ op de functie 72202/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 4:

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0032 **Fixation des conditions et attribution du marché pour le déplacement de jeux de plein air existants pour le futur pré-gardiennat (Plan Ecoles - Projet 4).**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que pour des raisons de sécurité et de psychomotricité, il s'avère nécessaire de modifier et d'adapter les jeux de plein air existants aux âges des enfants (1,5 à 3 ans) du futur pré-gardiennat;

Considérant que ceci peut se faire en récupérant les jeux de plein air de la Maison Communale d'Accueil de la petite Enfance "Les Diablotins" (démolition fin 2016) vers le futur pré-gardiennat Hallebarde;

Considérant que les jeux existants sur le site de Hallebarde seront déplacés vers le parc Bon Pasteur;

Considérant qu'il y a lieu de faire réaliser ces travaux de déplacement par Kompan, société ayant fait le placement des jeux de plein air existants;

Vu l'offre de Kompan quant aux travaux projetés pour un montant de 16.786,33€ (TVA Comprise);

Considérant qu'il y a lieu de prévoir un montant de 1.613,67€ (TVA Comprise) pour d'éventuelles modifications;

Considérant qu'un crédit de 18.400,00€ est prévu à la fonction 84402/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité, article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Kompan - Bosstraat 15 à 8780 Oostrozebeke (NE: 0428.290.533) comme adjudicataire du marché pour le déplacement de jeux de plein air existants pour le futur pré-gardiennat (Plan Ecoles - Projet 4), au prix de son offre du 19.08.2015 à savoir 16.786,33€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De prévoir un montant de 1.613,67€ (TVA Comprise) pour d'éventuelles modifications.

Article 4:

De comptabiliser la dépense de 18.400,00€ sur la fonction 84402/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

Article 5:

De financer ces travaux par emprunt.

Article 6:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de verplaatsing van de bestaande openluchtspeeltuigen voor de toekomstige peutertuin (Scholenplan - Project 4).

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het omwille van de veiligheid en de psychomotoriek noodzakelijk blijkt om de bestaande openluchtspeeltuigen te wijzigen en aan de leeftijd van de kinderen (1,5 tot 3 jaar) van de toekomstige peutertuin aan te passen;

Overwegende dat dit kan gebeuren door de openluchtspeeltuigen van het MCAE 'Les Diablotins' (afbraak eind 2016) te recupereren voor de toekomstige peutertuin 'Hellebaard';

Overwegende dat de aanwezige speeltuigen op de Hellebaardsite naar het Goede Herderpark verplaatst zullen worden;

Overwegende dat deze verplaatsingswerken uitgevoerd moeten worden door Kompan, firma die de bestaande openluchtspeeltuigen geplaatst heeft;

Gelet op de offerte van de firma Kompan betreffende de geplande werken voor een bedrag van 16.786,33€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat er een bijkomend bedrag van 1.613,67€ (BTW Inbegrepen) dient voorbehouden te worden voor eventuele aanpassingen;

Overwegende dat een krediet van 18.400,00€ voorzien is op de functie 84402/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 (technische specificaties) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2:

De firma Kompan - Bosstraat 15 te 8780 Oostrozebeke (ON: 0428.290.533) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de verplaatsing van de bestaande openluchstpeeltuigen voor de toekomstige peutertuin (Scholenplan - Project 4) volgens het bedrag van haar offerte van 19.08.2015 namelijk 16.786,33€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3:

Een bijkomend bedrag van 1.613,67€ (BTW Inbegrepen) voor eventuele aanpassingen te weerhouden.

Artikel 4:

De uitgave van 18.400,00€ op de functie 84402/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 5:

Deze werken met een lening te financieren.

Artikel 6:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0033 **Fixation des conditions pour la transformation de l'école maternelle "Home Familial Bruxellois" en préguardiennat (Plan écoles - Projet 4).**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que ce projet fait partie du plan écoles (projet 4), ayant pour but d'améliorer les sites des écoles maternelles et des crèches;

Considérant qu'une fois la transformation du bâtiment 4 de l'école Aubier (projet n° 5) terminée, les enfants du "Home Familial Bruxellois" pourront s'y installer;

Considérant que le "Home Familial Bruxellois" sera occupé par les enfants de l'actuel préguardiennat Aubier;

Proposition de lancer un marché de travaux pour la transformation de l'école maternelle "Home Familial Bruxellois" en préguardiennat (Plan écoles - Projet 4);

Vu le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et le métré récapitulatif des travaux projetés;

Vu l'estimation de ce marché de 295.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 295.000,00€ est prévu à la fonction 84402/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Considérant que les travaux feront l'objet d'une procédure négociée directe avec publicité publiée au Bulletin des Adjudications;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver le Cahier Spécial des Charges, le montant estimatif et le métré récapitulatif pour le marché de travaux pour la transformation de l'école maternelle "Home Familial Bruxellois" en prégardienat (Plan écoles - Projet 4).

Article 2:

De retenir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 3:

De publier le marché au Bulletin des Adjudications.

Article 4:

De comptabiliser la dépense de 295.000,00€ à la fonction 84402/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

Article 5:

De financer ces travaux par emprunt.

Article 6:

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de

l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden voor de verbouwing van de "Home Familial Bruxellois" kleuterschool tot een peuterschool (Scholenplan - Project 4).

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat dit project deel uitmaakt van het scholenplan (project nr. 4) met de bedoeling om de sites van de kleuterscholen en kinderdagverblijven te verbeteren;

Overwegende dat zodra de verbouwingswerken van gebouw 4 van Aubier (project nr. 5) beëindigd zijn, de kinderen van de "Home Familial Bruxellois" daar opgevangen zullen worden;

Overwegende dat de "Home Familial Bruxellois" ingenomen zal worden door de kinderen van de huidige peuterschool Aubier;

Voorstel om een opdracht van werken op te starten voor de verbouwing van de "Home Familial Bruxellois" kleuterschool tot een peuterschool (Scholenplan - Project 4);

Gezien het bestek, het ramend bedrag en de samenvattende meetstaat van de geplande werken;

Gezien de raming van deze opdracht van 295.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 295.000,00€ voorzien is op de functie 84402/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Overwegende dat de werken het voorwerp zullen uitmaken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden

met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Het bestek, het ramend bedrag en de samenvattende meetstaat voor de opdracht van werken voor de verbouwing van de "Home Familial Bruxellois" kleuterschool tot een peutertuin (Scholenplan - Project 4) aan te nemen.

Artikel 2:

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze te weerhouden.

Artikel 3:

Deze opdracht te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen.

Artikel 4:

De uitgave van 295.000,00€ op de functie 84402/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 5:

Deze werken met een lening te financieren.

Artikel 6:

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0034 **Marché pour la livraison et l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur la Maison Communale d'Evere - Elargissement de la commande initiale - Fournitures complémentaires.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la délibération du Conseil Communal du 26.02.2015 approuvant la fixation des conditions pour la livraison et l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur la Maison Communale d'Evere;

Considérant que le marché à fait l'objet d'un appel d'offres ouvert publié au Bulletin des Adjudications en date du 05.03.2015;

Considérant qu'un montant de 200.000,00€ était prévu à la fonction 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12.05.2015 approuvant l'attribution du marché pour la livraison et l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur la Maison Communale d'Evere à la firme Soltis - Boulevard Général Wahis 16/G à 1030 Bruxelles (NE: 0897.785.181) suivant son offre du 16.04.2015 pour un montant de: 133.497,22€ (Hors TVA) + 28.034,42€ (TVA 21%) = 161.531,64€ (TVA Comprise);

Considérant que nous avons imposé une puissance minimum de 100 kWc;

Considérant que suite à des discussions avec la firme Soltis, il s'avère possible d'installer plus que les 100 kWc initiaux en gardant le même temps de retour sur investissement (7ans);

Considérant qu'afin de bénéficier d'une puissance de 127 kWc il y a lieu d'élargir la commande initiale en vue de pose unique de 490 panneaux photovoltaïques;

Vu l'avenant de la firme Soltis pour le placement de panneaux solaires photovoltaïques avec une puissance de 130 kWc pour un montant de 38.411,17€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un montant de 38.411,17€ est prévu à la fonction 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu l'article 26 § 1, 3° b de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

"Des fournitures complémentaires sont à effectuer par le fournisseur initial et sont destinées à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait le pouvoir adjudicateur à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées".

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité, article 26 § 1, 3° b de la loi du 15 juin 2006 (Fournitures complémentaires - renouvellement partiel ou extension) comme mode de passation du marché.

Article 2:

D'élargir la commande initiale en commandant ces fournitures complémentaires auprès de la firme Soltis - Boulevard Général Wahos 16/G à 1030 Bruxelles (NE: 0897.785.181), adjudicataire du marché initial pour la livraison et l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur la Maison Communale d'Evere suivant son avenant du 10.08.2015 pour un montant de 38.411,17€ (TVA Comprise).

Article 3:

De comptabiliser la dépense de 38.411,17€ sur la fonction 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Opdracht voor de levering en installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen op het Gemeentehuis van Evere - Uitbreiding van de oorspronkelijke bestelling - Aanvullende leveringen.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad dd. 26.02.2015 vaststellend de voorwaarden van de opdracht voor de levering en installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen op het Gemeentehuis van Evere;

Overwegende dat de opdracht het voorwerp uitmaakte van een open offerteaanvraag gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen dd. 05.03.2015;

Overwegende dat een krediet van 200.000,00€ voorzien was op de functie 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 12.05.2015 goedkeurend de gunning van de opdracht voor de levering en installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen op het Gemeentehuis van Evere aan de firma Soltis - Generaal Wahislaan 16/G te 1030 Brussel (ON: 0897.785.181) volgens haar offerte dd. 16.04.2015 voor een bedrag van: 133.497,22€ (Exclusief BTW) + 28.034,42€ (BTW 21%) = 161.531,64€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat wij een minimaal vermogen van 100 kWp opgelegd hadden;

Overwegende dat uit gesprekken met de firma Soltis gebleken is dat het mogelijk is om meer dan de oorspronkelijke 100 kWp te installeren en daarbij dezelfde terugverdientijd (7 jaar) te behouden;

Overwegende dat teneinde over een vermogen van 127 kWp te kunnen beschikken, de oorspronkelijke bestelling uitgebreid dient te worden met het oog op een gelijktijdige plaatsing van 490 fotovoltaïsche zonnepanelen;

Gelet op het aanhangsel van de firma Soltis voor de levering en plaatsing van fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen van 130 kWp voor een bedrag van 38.411,17€ (BTW inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 38.411,17€ voorzien is op de functie 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op artikel 26 § 1, 3° b van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;
"Aanvullende leveringen te verrichten zijn door de oorspronkelijke leverancier, voor de uitbreiding van bestaande leveringen of installaties, wanneer de verandering van leverancier de aanbestedende overheid ertoe zou verplichten apparatuur aan te schaffen met andere technische eigenschappen, zodat onverenigbaarheid ontstaat of zich bij gebruik en onderhoud onevenredige technische moeilijkheden voordoen".

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, artikel 26 § 1, 3° b van de wet van 15 juni 2006 (Aanvullende leveringen - gedeeltelijke vernieuwing of uitbreiding) als gunningswijze van de opdracht te weerhouden.

Artikel 2:

De oorspronkelijke bestelling uit te breiden en deze aanvullende leveringen te bestellen bij de firma Soltis - Generaal Wahislaan 16/G te 1030 Brussel (ON: 0897.785.181), aanbestedinghouder van de oorspronkelijke opdracht voor de levering en installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen op het Gemeentehuis van Evere volgens haar aanhangsel dd. 10.08.2015 voor een bedrag van 38.411,17€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3:

De uitgave van 38.411,17€ te boeken op de functie 13752/724-60 van de

buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015.

Artikel 4:

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0035 **Convention entre la Commune d'Evere et le CPAS d'Evere dans le cadre du marché conjoint portant sur la fourniture de carburant et combustible pour l'année 2016.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures autorisant la mise en place d'un marché unique permettant l'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services;

Vu le Cahier Spécial des Charges rédigé par la Commune et qui désigne le Collège des Bourgmestre et Echevins comme pouvoir adjudicateur agissant en leur nom collectif;

Vu la convention ci-jointe régissant ce marché conjoint et définissant les obligations des parties en présence;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Article 1:

D'accepter les termes de la convention ci-jointe.

Article 2:

De présenter cette convention au Conseil du CPAS d'Evere afin de la faire ratifier et d'ainsi lui donner sa valeur légale.

Article 3:

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la convention signée.

Article 4:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overeenkomst tussen de Gemeente Evere en het OCMW van Evere in het kader van de gezamenlijke opdracht betreffende de levering van brandstoffen voor het jaar 2016.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 38 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen toestaand het invoeren van één unieke opdracht die een gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten toelaat;

Gelet op het bijzonder lastenboek opgesteld door de Gemeente en die het College van Burgemeester en Schepenen aanwijst als aanbestedende overheid handelend in hun gezamenlijke naam;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst bepalend deze gezamenlijke opdracht en definiërend de verplichtingen van de betrokken partijen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De termen van de bijgevoegde overeenkomst te aanvaarden.

Artikel 2 :

Deze overeenkomst aan de OCMW-Raad van Evere voor te stellen teneinde ze te laten bekrachtigen en zo haar wettelijke waarde te geven.

Artikel 3 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met de uitvoering van de ondertekende overeenkomst.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0036 **Convention entre la Commune d'Evere et le CPAS d'Evere dans le cadre des marchés conjoints portant sur les fournitures courantes pour les années 2016 et 2017.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures autorisant la mise en place d'un marché unique permettant l'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services;

Vu le Cahier Spécial des Charges rédigé par la Commune et qui désigne le Collège des Bourgmestre et Echevins comme pouvoir adjudicateur agissant en leur nom collectif;

Vu la convention ci-jointe régissant ce marché conjoint et définissant les obligations des parties en présence;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Article 1:

D'accepter les termes de la convention ci-jointe.

Article 2:

De présenter cette convention au Conseil du CPAS d'Evere afin de la faire ratifier et d'ainsi lui donner sa valeur légale.

Article 3:

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la convention signée.

Article 4:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overeenkomst tussen de Gemeente Evere en het OCMW van Evere in het kader van de gezamenlijke opdracht betreffende de gewone benodigdheden voor de jaren 2016 en 2017.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 38 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen toestaand het invoeren van één unieke opdracht die een gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten toelaat;

Gelet op het bijzonder lastenboek opgesteld door de Gemeente en die het College van Burgemeester en Schepenen aanwijst als aanbestedende overheid handelend in hun gezamenlijke naam;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst bepalend deze gezamenlijke opdracht en definiërend de verplichtingen van de betrokken partijen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De termen van de bijgevoegde overeenkomst te aanvaarden.

Artikel 2 :

Deze overeenkomst aan de OCMW-Raad van Evere voor te stellen teneinde ze te laten bekrachtigen en zo haar wettelijke waarde te geven.

Artikel 3 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met de uitvoering van de ondertekende overeenkomst.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0037 **Fixation des conditions et attribution d'un marché pour l'acquisition d'une oeuvre d'art d'Anne Van Ermengem.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant l'opportunité d'enrichir les collections d'art communales;

Vu la possibilité d'acquérir l'oeuvre d'art "Les Passagers" réalisée par Madame Anne Van Ermengem;

Considérant l'offre de l'intéressée quant à l'acquisition projetée pour un montant de 500,00€;

Considérant qu'un crédit de 500,00€ est prévu à la fonction 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

Article 2 :

D'acheter l'oeuvre de Madame Anne Van Ermengem - Les Ateliers De La Lune Noire - Avenue Clays 20 à 1030 Bruxelles (NE: 0433.293.654) au prix de son offre, à savoir 500,00€.

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 500,00€ sur la fonction 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

Article 4 :

De financer cette acquisition par emprunt.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht voor het aankopen van

een kunstwerk van Anne Van Ermengem.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende de gelegenheid om de verzameling van kunstwerken van de gemeente te verrijken;

Gezien de mogelijkheid om het kunstwerk "Les Passagers" van Mevrouw Anne Van Ermengem aan te kopen;

Gelet op de offerte van bovengenoemde betreffende het aankopen van een kunstwerk voor een bedrag van 500,00€;

Overwegende dat een krediet van 500,00€ voorzien is op de functie 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten) als gunningswijze van de opdracht te weerhouden.

Artikel 2 :

De kunstwerk van Mevrouw Anne Van Ermengem - Les Ateliers De La Lune Noire - Clayslaan 20 te 1030 Brussel (ON: 0433.293.654), aan te kopen volgens het bedrag van haar offerte, namelijk 500,00€.

Artikel 3 :

De uitgave van 500,00€ op de functie 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0038 **Fixation des conditions et attribution d'un marché pour l'acquisition d'une oeuvre d'art de YU Dan Qing.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant l'opportunité d'enrichir les collections d'art communales;

Vu la possibilité d'acquérir l'oeuvre d'art "Les Pandas" réalisée par Madame YU Dan Qing;

Considérant l'offre de l'intéressée quant à l'acquisition projetée pour un montant de 300,00€;

Considérant qu'un crédit de 300,00€ est prévu à la fonction 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

Article 2:

D'acheter l'oeuvre de Madame YU Dan Qing via l'asbl Spirales, rue d'Envoz 15 à 4218 Héron (NE: 0457.797.042), au prix de son offre, à savoir 300,00€.

Article 3:

De comptabiliser la dépense de 300,00€ sur la fonction 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015.

Article 4:

De financer cette acquisition par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht voor het aankopen van een kunstwerk van YU Dan Qing.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende de gelegenheid om de verzameling van kunstwerken van de gemeente te verrijken;

Gezien de mogelijkheid om het kunstwerk "Les Pandas" van Mevrouw YU Da Qing aan te kopen;

Gelet op de offerte van bovengenoemde betreffende het aankopen van een kunstwerk voor een bedrag van 300,00€;

Overwegende dat een krediet van 300,00€ voorzien is op de functie 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2 :

De kunstwerk van Mevrouw YU Dan Qing via de vzw Spirales, Rue d'Envoz 15 te 4218 Héron (ON: 0457.797.042), aan te kopen volgens het bedrag van haar offerte, namelijk 300,00€.

Artikel 3 :

De uitgave van 300,00€ op de functie 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht per lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0039 **Rénovation de la toiture de l'extension de la Maison communale. Travaux supplémentaires.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa décision du 18 octobre 2012 fixant les conditions d'un marché de travaux pour la rénovation de la toiture de la Maison communale d'Evere;

Vu la désignation de la firme Ecologique Groendaken NV, Toekomststraat 10D à 3560 Lummen (NE 0470.168.205) pour le montant de son offre de 131.121,44 € TVAC;

Considérant que de travaux supplémentaires indispensables ont été effectués et qu'ils portent sur un montant de 25.114,65 € TVAC;

Considérant que le montant lié aux travaux supplémentaires effectués dépasse le marché initial de plus de 10%;

Considérant que des travaux complémentaires ont pu être réalisés en utilisant la réserve d'engagement complémentaire à l'offre de 2013 initialement destinée aux révisions de prix;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Article 1:

De prendre connaissance du dépassement du montant initial du marché de plus de 10%, à savoir, 25.114,65 € TVAC

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Renovatie van de uitbreiding van het dak van het gemeentehuis van Evere. Bijkomende werken.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op haar beslissing van 18 oktober 2012 om de voorwaarden van een opdracht van werken voor de renovatie van het dak van het gemeentehuis van Evere vast te stellen;

Gelet op de aanduiding van de firma Ecologische Groendaken NV, Toekomststraat 10D te 3560 Lummen (ON 0470.168.205) voor het bedrag van haar offerte van 131.121,44 € BTWI;

Overwegende dat er noodzakelijke bijkomende werken uitgevoerd werden en dat deze met een bedrag van 25.114,65 € BTWI overeenstemmen;

Overwegende dat het bedrag voor de uitgevoerde bijkomende werken de oorspronkelijke opdracht met meer dan 10 % overschrijdt;

Overwegende dat er bijkomende werken uitgevoerd werden met de bijkomende

aanwendings-reserve die oorspronkelijk bestemd was voor de herziening van de prijzen aan de offerte van 2013;

Gelet op artikel 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Kennis te nemen van de overschrijding van het oorspronkelijke bedrag van de opdracht van meer dan 10 %, t.t.z. 25.114,65€.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0040 **Fixation des conditions et attribution du marché pour la rédaction d'un Projet d'Assainissement Limité (PAL) pour la tribune Saint-Vincent: étude supplémentaire suite au passage d'un système passif à un système actif d'extraction.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la découverte de déchets lors des travaux d'excavation pour la construction de la tribune Saint-Vincent;

Considérant que suite à cette découverte un Plan d'Assainissement Limité (PAL) a été élaboré par Arcadis Belgium désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.11.2011;

Considérant que dans ce projet PAL initial un système passif d'extraction (moyennant 2 cheminées) du méthane a été proposé;

Vu l'imposition de l'IBGE exigeant que ce PAL soit modifié en système d'extraction active (moyennant des extracteurs motorisées);

Considérant que ce système d'extraction active engendre des études supplémentaires en ce qui concerne l'analyse des propositions techniques, l'interprétation des données de l'échantillonnage et leur intégration dans le rapport intermédiaire;

Considérant qu'il y a lieu d'attribuer ces services à Arcadis Belgium, société ayant effectué le PAL initial (système passif);

Considérant l'offre d'Arcadis Belgium sa quant aux services projetés pour un montant de 7.102,70€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 7.102,70€ est prévu à la fonction 76402/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2015;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité, article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Arcadis Belgium - Rue Royale 80 à 1000 Bruxelles (NE: 0426.682.709) comme adjudicataire du marché pour la rédaction d'un Projet d'Assainissement Limité (PAL) pour la tribune Saint-Vincent au prix de son offre du 28.08.2015 à savoir 7.102,70€ (TVA Comprise).

Article 3

De comptabiliser la dépense de 7.102,70€ sur la fonction 76402/724-60 du budget

extraordinaire pour l'exercice 2015.

Article 4:

De financer ces services par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor het opstellen van een Beperkt SaneringsPlan (BSP) voor de tribune Sint-Vincentius: bijkomende studie ten gevolge de overschakeling van een passief naar een actief extractiesysteem.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de ontdekking van afval tijdens de graafwerken voor de constructie van de tribune Sint-Vincentius;

Overwegende dat ten gevolge deze ontdekking een Beperkt SaneringsPlan (BSP) werd uitgewerkt door Arcadis Belgium, aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen dd. 15.11.2011;

Overwegende dat in dit oorspronkelijk BSP project een passief systeem van extractie (door middel van 2 schoorstenen) van het methaan voorgesteld werd;

Gelet op de eis van het BIM om dit BSP te wijzigen en een actief extractiesysteem (door middel van gemotoriseerde extractoren) toe te passen;

Overwegende dat dit actief extractiesysteem bijkomende studies met zich meebrengt betreffende de analyse van de technische voorstellen, de interpretatie van de gegevens van de staalnamen en hun integratie in het tussentijds rapport;

Overwegende dat deze diensten aan Arcadis Belgium toegekend moeten worden, firma die het initieel BSP (passief systeem) gedaan heeft;

Gelet op de offerte van de firma Aracadis Belgium betreffende de geplande diensten voor een bedrag van 7.102,70€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 7.102,70€ voorzien is op de functie 76402/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare

werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 (technische specificiteiten) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2:

De firma Arcadis Belgium - Koningsstraat 80 te 1000 Brussel (ON: 0426.682.709 0237.679.494) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht voor het opstellen van een Beperkt SaneringsPlan (BSP) voor de tribune Sint-Vincentius volgens het bedrag van haar offerte dd. 28.08.2015 namelijk 7.102,70€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3:

De uitgave van 7.102,70€ op de functie 76402/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015.

Artikel 4:

Deze diensten met een lening te financieren.

Artikel 5:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0041 **Marchés Publics – Application de l’article 234 alinéa 3 NLC - Information.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a fixé les conditions et le mode d’attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions du marché pour les travaux d'installation de compartimentage et de portes résistant au feu au sein des écoles et des crèches communales.

Montant estimatif et comptabilisation:

14.000,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/724-60 - Exercice 2015
84.000,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 722/724-60 - Exercice 2015
98.000,00€ (TVA Comprise) Total
Financement: Emprunt
Point N° 070 – Collège du 12.05.2015

Fixation des conditions d'achat de douches individuelles à la salle Guillaume et Saint-Vincent.

Montant estimatif : 16.500,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation : F764/724-60 - Exercice 2015
Financement : Emprunt
Point N° 042 – Collège du 19.05.2015

Fixation des conditions pour un marché de fournitures relatif à l'achat de mobilier scolaire.

Montant estimatif: 15.800,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: F 700/741-51 - Exercice 2015
Financement: Emprunt
Point N° 063 – Collège du 26.05.2015

Fixation des conditions pour l'achat de livres pour la bibliothèque francophone Romain Rolland pour 2015:

Lot 1 : Fiction adultes

Lot 2 : Documentaires adultes

Lot 3 : Fiction et documentaires jeunesse

Lot 4 : BD adultes et jeunesse.

Montant estimatif :

Lot 1 : 13.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 11.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 3 : 10.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 4 : 4.000,00€ (TVA Comprise)

Total : 38.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F 767/749-98 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 036 – Collège du 02.06.2015

Fixation des conditions du marché de travaux de modernisation de l'ascenseur de charge Rue de Paris 1.

Montant estimatif : 40.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation : F 137/724-60 - Exercice 2015
Financement : Emprunt
Point N° 074 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions du marché pour l'installation de panneaux acoustiques dans la crèche Atis & Watis.

Montant estimatif: 2.800,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: F 844/724-60 - Exercice 2015
Financement : Emprunt
Point N° 075 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions pour la rénovation de la chaufferie du Complexe Sportif Aubier et mise en place d'un adoucisseur.

Montant estimatif: 90.750,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 764/724-60 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 077 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions pour un marché de services en vue de la désignation d'un bureau d'études pour différentes interventions sur les systèmes de ventilation de la Maison communale.

Montant estimatif: 20.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 137/724-60 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 078 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions pour le marché pour la réparation de la chaudière n° 2 de l'école La Source.

Montant estimatif: 10.285,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 722/724-60 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 080 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions pour la mission d'étude & d'audit pour la rénovation complète des installations de chauffage & ventilation:

Chapitre 1: Des écoles La Source, Clair-Vivre et Everheide

Chapitre 2: De la serre communale

Chapitre 3: Du musée.

Montants estimatifs et comptabilisation:

Chapitre 1: 41.000,00€ (TVA Comprise) à la fonction F 722/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 2: 6.500,00€ (TVA Comprise) à la fonction F 722/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 3: 6.500,00€ (TVA Comprise) à la fonction F 722/724-60 - Exercice 2015

Total: 54.000,00€ (TVA Comprise)

Financement: Emprunt.

Point N° 068 – Collège du 16.06.2015

Fixation des conditions d'un marché pour l'achat d'une machine de comptage et de contrôle des billets.

Montant estimatif : 900,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F 139/742-53 - Exercice 2015

Financement : Emprunt.

Point N° 040 – Collège du 23.06.2015

Fixation des conditions du marché pour l'installation de clôtures:

Chapitre 1 : Ecoles La Source et Clair-Vivre

Chapitre 2 : Cimetière avenue Jules Bordet

Montant estimatif :

Chapitre 1 : 10.500,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 2 : 4.200,00€ (TVA Comprise)

TOTAL : 14.700,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation :

Chapitre 1 : F 722/725-60 - Exercice 2015

Chapitre 2 : F 878/725-60 - Exercice 2015

Financement :

F722/725-60 : Emprunt

F878/725-60 : Emprunt

Point N° 041 – Collège du 23.06.2015

Fixation des conditions du marché de fourniture d'une cellule réfrigérante dans la morgue de l'Ancien Cimetière d'Evere.

Montant estimatif : 10.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F 878/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 038 – Collège du 30.06.2015

Fixation des conditions du marché de fournitures pour l'achat de plantes:

Chapitre 1 : Arbres à hautes tiges

Chapitre 2 : Haies et arbustes.

Montant estimatif :

Chapitre 1 : 5.000,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 2 : 8.000,00€ (TVA Comprise)

Total : 13.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F 766/725-60 – Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 119 – Collège du 07.07.2015

Fixation des conditions du marché de fourniture de matériel électrique pour les bâtiments.

Montant estimatif: 14.700,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation :

1.050,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 300/744-98 - Exercice 2015

2.100,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 721/744-98 - Exercice 2015

4.200,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 722/744-98 - Exercice 2015

700,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 734/744-98 - Exercice 2015

700,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 762/744-98 - Exercice 2015

1.400,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 764/744-98 - Exercice 2015

1.400,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 766/744-98 - Exercice 2015

1.050,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 771/744-98 - Exercice 2015

1.050,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 773/744-98 - Exercice 2015

1.050,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-98 - Exercice 2015

Financement :

F 300/744-98 par emprunt

F 721/744-98 par emprunt

F 722/744-98 par emprunt

F 734/744-98 par emprunt

F 762/744-98 par emprunt

F 764/744-98 par emprunt

F 766/744-98 par emprunt

F 771/744-98 par emprunt

F 773/744-98 par emprunt

F 844/744-98 par emprunt

Point N° 127 – Collège du 07.07.2015

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel Hi-Fi mobile.

Montant estimatif : 10.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F763/744-51 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 128 – Collège du 07.07.2015

Fixation des conditions du marché pour les travaux de relighting au complexe sportif (buvette et vestiaires).

Montant estimatif: 40.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 764/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 130 – Collège du 07.07.2015

Fixation des conditions du marché pour le remplacement de 2 brûleurs existants sur les chaudières de l'école Everheide.

Montant estimatif : 15.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F722/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 057 – Collège du 14.07.2015

Fixation des conditions d'un marché de fournitures pour l'achat d'un massicot (rogneuse) et d'une agrafeuse électrique pour le service reprographie.

Montant estimatif: 19.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 134/744-51 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 059 – Collège du 14.07.2015

Fixation des conditions du marché pour la réalisation d'un inventaire d'amiante du pavillon n°8 dans l'école Clair-Vivre destiné à être démonté et évacué.

Montant estimatif : 900,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F722/724-60 - Exercice 2015.

Financement: Emprunt.

Point N° 105 – Collège du 28.07.2015

Fixation des conditions pour un marché de travaux en vue de l'installation de nouveaux équipements pour la pratique du skateboard.

Montant estimatif: 77.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 764/725-60 - Exercice 2015

Financement: Subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux (54.450,00 €) et le solde par emprunt.

Point N° 108 – Collège du 28.07.2015

Fixation des conditions pour la désignation d'un ingénieur en stabilité pour la vérification de la stabilité de:

Chapitre 1: Le garage communal

Chapitre 2: La salle omnisport.

Montant estimatif :

Chapitre 1: 4.600,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 2: 5.400,00€ (TVA Comprise)

Total: 10.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation :

Chapitre 1: F 137/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 2: F 764/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 022 – Collège du 04.08.2015

Fixation des conditions pour un marché de travaux en vue de l'installation d'appareils de fitness de plein air au Complexe sportif.

Montant estimatif: 20.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 764/725-60 - Exercice 2015

Financement: Subside à concurrence de 20.000,00 €

Point N° 064 – Collège du 11.08.2015

Fixation des conditions du marché d'achat et de placement de boxes vélos.

Montant estimatif : 24.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F421/731-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt + subside à concurrence de 15.000,00€

Point N° 066 – Collège du 11.08.2015

Fixation des conditions pour l'achat de lave-vaisselle semi-industriels.

Montant estimatif: 13.300,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation:

10.000,00€ (TVA Comprise) sur F 700/744-98 - Exercice 2015

3.300,00€ (TVA Comprise) sur F 844/744-98 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 067 – Collège du 11.08.2015

Fixation des conditions du marché de calorifugeage des tuyauteries et accessoires de chauffage et eau chaude sanitaire dans 4 chaufferies. Chapitre 1 : Services généraux

Chapitre 2 : Crèches

Chapitre 3 : Enseignement artistique.

Montant estimatif et comptabilisation:

Chapitre 1 : 8.500,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 137/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 2 : 6.500,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 3 : 3.000,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 734/724-60 - Exercice 2015

TOTAL : 18.000,00€ (TVA Comprise)

Financement : Emprunt

Point N° 031 – Collège du 18.08.2015

Fixation des conditions du marchés pour l'achat d'appareils électriques et le remplacement d'appareils défectueux:

Lot 1 : Petits appareils électriques

Lot 2 : Appareils grande cuisine

Lot 3 : Réfrigérateur/congélateur

Lot 4 : Réfrigérateur et congélateur pour grande cuisine.

Montant estimatif et comptabilisation :

Lot 1 : 760,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-51 - Exercice 2015

Lot 2 : 4.220,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-51 - Exercice 2015

Lot 3 : 3.170,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-51 - Exercice 2015
800,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 773/744-51 - Exercice 2015
Lot 4 : 4.550,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-51 - Exercice 2015
TOTAL 13.500,00€ (TVA Comprise)

Financement: Emprunt

Point N° 032 – Collège du 18.08.2015

Fixation des conditions du marché de fournitures pour l'achat de mobilier et accessoires de bureau.

Montant estimatif et comptabilisation :

F 104/741-51 : 26.530,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015
F 104/742-51 : 510,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015
F 300/741-51 : 6.825,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015
F 300/744-98 : 4.725,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015
F 700/741-51 : 10.600,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015
F 844/741-51 : 2.710,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015
Total : 51.900,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 054 – Collège du 25.08.2015

Vu les articles 117 et 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Le président informe le Conseil communal des fixations des conditions et du mode d'attribution des marchés des dossiers suivants:

Fixation des conditions du marché pour les travaux d'installation de compartimentage et de portes résistant au feu au sein des écoles et des crèches communales.

Montant estimatif et comptabilisation:

14.000,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/724-60 - Exercice 2015
84.000,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 722/724-60 - Exercice 2015
98.000,00€ (TVA Comprise) Total

Financement: Emprunt

Point N° 070 – Collège du 12.05.2015

Fixation des conditions d'achat de douches individuelles à la salle Guillaume et Saint-Vincent.

Montant estimatif : 16.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F764/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 042 – Collège du 19.05.2015

Fixation des conditions pour un marché de fournitures relatif à l'achat de mobilier scolaire.

Montant estimatif: 15.800,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 700/741-51 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 063 – Collège du 26.05.2015

Fixation des conditions pour l'achat de livres pour la bibliothèque francophone Romain Rolland pour 2015:

Lot 1 : Fiction adultes

Lot 2 : Documentaires adultes

Lot 3 : Fiction et documentaires jeunesse

Lot 4 : BD adultes et jeunesse.

Montant estimatif :

Lot 1 : 13.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 11.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 3 : 10.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 4 : 4.000,00€ (TVA Comprise)

Total : 38.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F 767/749-98 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 036 – Collège du 02.06.2015

Fixation des conditions du marché de travaux de modernisation de l'ascenseur de charge Rue de Paris 1.

Montant estimatif : 40.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F 137/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 074 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions du marché pour l'installation de panneaux acoustiques dans la crèche Atis & Watis.

Montant estimatif: 2.800,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 844/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 075 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions pour la rénovation de la chaufferie du Complexe Sportif Aubier et mise en place d'un adoucisseur.

Montant estimatif: 90.750,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 764/724-60 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 077 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions pour un marché de services en vue de la désignation d'un bureau d'études pour différentes interventions sur les systèmes de ventilation de la Maison communale.

Montant estimatif: 20.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 137/724-60 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 078 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions pour le marché pour la réparation de la chaudière n° 2 de l'école La Source.

Montant estimatif: 10.285,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 722/724-60 - Exercice 2015

Financement: Emprunt
Point N° 080 – Collège du 09.06.2015

Fixation des conditions pour la mission d'étude & d'audit pour la rénovation complète des installations de chauffage & ventilation:

Chapitre 1: Des écoles La Source, Clair-Vivre et Everheide

Chapitre 2: De la serre communale

Chapitre 3: Du musée.

Montants estimatifs et comptabilisation:

Chapitre 1: 41.000,00€ (TVA Comprise) à la fonction F 722/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 2: 6.500,00€ (TVA Comprise) à la fonction F 722/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 3: 6.500,00€ (TVA Comprise) à la fonction F 722/724-60 - Exercice 2015

Total: 54.000,00€ (TVA Comprise)

Financement: Emprunt.

Point N° 068 – Collège du 16.06.2015

Fixation des conditions d'un marché pour l'achat d'une machine de comptage et de contrôle des billets.

Montant estimatif : 900,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F 139/742-53 - Exercice 2015

Financement : Emprunt.

Point N° 040 – Collège du 23.06.2015

Fixation des conditions du marché pour l'installation de clôtures:

Chapitre 1 : Ecoles La Source et Clair-Vivre

Chapitre 2 : Cimetière avenue Jules Bordet

Montant estimatif :

Chapitre 1 : 10.500,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 2 : 4.200,00€ (TVA Comprise)

TOTAL : 14.700,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation :

Chapitre 1 : F 722/725-60 - Exercice 2015

Chapitre 2 : F 878/725-60 - Exercice 2015

Financement :

F722/725-60 : Emprunt

F878/725-60 : Emprunt

Point N° 041 – Collège du 23.06.2015

Fixation des conditions du marché de fourniture d'une cellule réfrigérante dans la morgue de l'Ancien Cimetière d'Evere.

Montant estimatif : 10.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F 878/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 038 – Collège du 30.06.2015

Fixation des conditions du marché de fournitures pour l'achat de plantes:

Chapitre 1 : Arbres à hautes tiges

Chapitre 2 : Haies et arbustes.

Montant estimatif :

Chapitre 1 : 5.000,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 2 : 8.000,00€ (TVA Comprise)
Total : 13.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation : F 766/725-60 – Exercice 2015
Financement : Emprunt
Point N° 119 – Collège du 07.07.2015

Fixation des conditions du marché de fourniture de matériel électrique pour les bâtiments.

Montant estimatif: 14.700,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation :

1.050,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 300/744-98 - Exercice 2015
2.100,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 721/744-98 - Exercice 2015
4.200,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 722/744-98 - Exercice 2015
700,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 734/744-98 - Exercice 2015
700,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 762/744-98 - Exercice 2015
1.400,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 764/744-98 - Exercice 2015
1.400,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 766/744-98 - Exercice 2015
1.050,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 771/744-98 - Exercice 2015
1.050,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 773/744-98 - Exercice 2015
1.050,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-98 - Exercice 2015

Financement :

F 300/744-98 par emprunt
F 721/744-98 par emprunt
F 722/744-98 par emprunt
F 734/744-98 par emprunt
F 762/744-98 par emprunt
F 764/744-98 par emprunt
F 766/744-98 par emprunt
F 771/744-98 par emprunt
F 773/744-98 par emprunt
F 844/744-98 par emprunt
Point N° 127 – Collège du 07.07.2015

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel Hi-Fi mobile.

Montant estimatif : 10.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F763/744-51 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 128 – Collège du 07.07.2015

Fixation des conditions du marché pour les travaux de relighting au complexe sportif (buvette et vestiaires).

Montant estimatif: 40.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 764/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 130 – Collège du 07.07.2015

Fixation des conditions du marché pour le remplacement de 2 brûleurs existants sur les chaudières de l'école Everheide.

Montant estimatif : 15.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F722/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 057 – Collège du 14.07.2015

Fixation des conditions d'un marché de fournitures pour l'achat d'un massicot (rogneuse) et d'une agrafeuse électrique pour le service reprographie.

Montant estimatif: 19.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 134/744-51 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 059 – Collège du 14.07.2015

Fixation des conditions du marché pour la réalisation d'un inventaire d'amiante du pavillon n°8 dans l'école Clair-Vivre destiné à être démonté et évacué.

Montant estimatif : 900,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F722/724-60 - Exercice 2015.

Financement : Emprunt.

Point N° 105 – Collège du 28.07.2015

Fixation des conditions pour un marché de travaux en vue de l'installation de nouveaux équipements pour la pratique du skateboard.

Montant estimatif: 77.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 764/725-60 - Exercice 2015

Financement: Subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux (54.450,00 €) et le solde par emprunt.

Point N° 108 – Collège du 28.07.2015

Fixation des conditions pour la désignation d'un ingénieur en stabilité pour la vérification de la stabilité de:

Chapitre 1: Le garage communal

Chapitre 2: La salle omnisport.

Montant estimatif :

Chapitre 1: 4.600,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 2: 5.400,00€ (TVA Comprise)

Total: 10.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation :

Chapitre 1: F 137/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 2: F 764/724-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt

Point N° 022 – Collège du 04.08.2015

Fixation des conditions pour un marché de travaux en vue de l'installation d'appareils de fitness de plein air au Complexe sportif.

Montant estimatif: 20.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: F 764/725-60 - Exercice 2015

Financement: Subside à concurrence de 20.000,00 €

Point N° 064 – Collège du 11.08.2015

Fixation des conditions du marché d'achat et de placement de boxes vélos.

Montant estimatif : 24.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : F421/731-60 - Exercice 2015

Financement : Emprunt + subside à concurrence de 15.000,00€

Point N° 066 – Collège du 11.08.2015

Fixation des conditions pour l'achat de lave-vaisselle semi-industriels.

Montant estimatif: 13.300,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation:

10.000,00€ (TVA Comprise) sur F 700/744-98 - Exercice 2015

3.300,00€ (TVA Comprise) sur F 844/744-98 - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 067 – Collège du 11.08.2015

Fixation des conditions du marché de calorifugeage des tuyauteries et accessoires de chauffage et eau chaude sanitaire dans 4 chaufferies. Chapitre 1 : Services généraux

Chapitre 2 : Crèches

Chapitre 3 : Enseignement artistique.

Montant estimatif et comptabilisation:

Chapitre 1 : 8.500,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 137/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 2 : 6.500,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/724-60 - Exercice 2015

Chapitre 3 : 3.000,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 734/724-60 - Exercice 2015

TOTAL : 18.000,00€ (TVA Comprise)

Financement : Emprunt

Point N° 031 – Collège du 18.08.2015

Fixation des conditions du marchés pour l'achat d'appareils électriques et le remplacement d'appareils défectueux:

Lot 1 : Petits appareils électriques

Lot 2 : Appareils grande cuisine

Lot 3 : Réfrigérateur/congélateur

Lot 4 : Réfrigérateur et congélateur pour grande cuisine.

Montant estimatif et comptabilisation :

Lot 1 : 760,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-51 - Exercice 2015

Lot 2 : 4.220,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-51 - Exercice 2015

Lot 3 : 3.170,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-51 - Exercice 2015

800,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 773/744-51 - Exercice 2015

Lot 4 : 4.550,00€ (TVA Comprise) sur la fonction F 844/744-51 - Exercice 2015

TOTAL 13.500,00€ (TVA Comprise)

Financement : Emprunt

Point N° 032 – Collège du 18.08.2015

Fixation des conditions du marché de fournitures pour l'achat de mobilier et accessoires de bureau.

Montant estimatif et comptabilisation :

F 104/741-51 : 26.530,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015

F 104/742-51 : 510,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015

F 300/741-51 : 6.825,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015

F 300/744-98 : 4.725,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015

F 700/741-51 : 10.600,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015

F 844/741-51 : 2.710,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015

Total : 51.900,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2015

Financement: Emprunt

Point N° 054 – Collège du 25.08.2015.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten – Toepassing artikel 234 alinea 3 NGW – Informatie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de voorwaarden vastgesteld en de gunningswijze gekozen heeft van de volgende dossiers:

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatiewerken van verdelingen en van vuurweerstandige deuren binnen de gemeentelijke scholen en kribben.

Ramend bedrag en boeking:

14.000,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/724-60 - Dienstjaar 2015

84.000,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/724-60 - Dienstjaar 2015

98.000,00€ (BTW Inbegrepen) Totaal

Financiering: Lening

Punt nr. 070 – College dd. 12.05.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van individuele douches voor in de zaal Guillaume en Sint-Vincentius.

Ramend bedrag : 16.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F764/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 042 – College dd. 19.05.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van schoolmeubilair.

Ramend bedrag: 15.800,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 700/741-51 - Dienstjaar 2015

Financiering: Lening

Punt nr. 063 – College dd. 26.05.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van boeken voor de bibliotheek Romain Rolland voor 2015:

Perceel 1 : Fictie volwassenen

Perceel 2 : Documentaires volwassenen

Perceel 3 : Fictie en documentaires jeugd

Perceel 4 : Stripverhalen volwassenen en jeugd.

Ramend bedrag :

Perceel 1 : 13.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 11.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 3 : 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 4 : 4.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 38.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F 767/749-98 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 036 – College dd. 02.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de modernisering van de goederenlift Parijsstraat 1.

Ramend bedrag : 40.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking : F 137/724-60 - Dienstjaar 2015
Financiering : Lening
Punt nr. 074 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie van akoestische panelen in het kinderdagverblijf Atis & Watis.

Ramend bedrag: 2.800,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: F 844/724-60 - Dienstjaar 2015
Financiering : Lening
Punt nr. 075 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de renovatie van het ketelhuis van het Sportcomplex Aubier en plaatsing van een waterverzachter.

Ramend bedrag: 90.750,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: F 764/724-60 - Dienstjaar 2015
Financiering: Lening
Punt nr. 077 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van diensten voor de aanduiding van een studie bureau voor verschillende ingrepen op de ventilatiesystemen van het gemeentehuis.

Ramend bedrag: 20.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: F 137/724-60 - Dienstjaar 2015
Financiering: Lening
Punt nr. 078 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de herstelling van de verwarmingsketel nr 2 in de school La Source.

Ramend bedrag: 10.285,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: F 722/724-60 - Dienstjaar 2015
Financiering: Lening
Punt nr. 080 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de studie- en auditmissie voor de volledige renovatie van de verwarming en de ventilatie van verschillende gemeentegebouwen:

Hoofdstuk 1: Scholen La Source, Clair-Vivre en Everheide

Hoofdstuk 2: Gemeentelijke serre

Hoofdstuk 3: Museum.

Ramend bedragen en Boeking:

Hoofdstuk 1: 41.000,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 2: 6.500,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 3: 6.500,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/724-60 - Dienstjaar 2015

Total: 54.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering: Lening.

Punt nr. 068 – College dd. 16.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor het aankopen van een biljettel- en controlemachine.

Ramend bedrag : 900,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F139/742-53 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening.

Punt nr. 040 – College dd. 23.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie van afsluitingen :

Hoofdstuk 1 : Scholen La Source en Clair-Vivre

Hoofdstuk 2 : Kerkhof Jules Bordetlaan.

Ramend bedrag :

Hoofdstuk 1 : 10.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2 : 4.200,00€ (BTW Inbegrepen)

TOTAAL : 14.700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking :

Hoofdstuk 1 : F 722/725-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 2 : F 878/725-60 - Dienstjaar 2015

Financiering :

F 722/725-60 : Lening

F 878/725-60 : Lening

Punt nr. 041 – College dd. 23.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de levering en de installatie van een koelcel in het lijkenhuis van het oud kerkhof van Evere.

Ramend bedrag : 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F878/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 038 – College dd. 30.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van planten:

Hoofdstuk 1 : Hoogstammen

Hoofdstuk 2 : Hagen en struiken.

Ramend bedrag :

Hoofdstuk 1 : 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2 : 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 13.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F 766/725-60 – Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 119 – College dd. 07.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de levering van elektriciteitsmaterieel voor de gebouwen.

Ramend bedrag: 14.700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking :

1.050,00€ (BTW Inbegrepen) op F 300/744-98 - Dienstjaar 2015

2.100,00€ (BTW Inbegrepen) op F 721/744-98 - Dienstjaar 2015

4.200,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/744-98 - Dienstjaar 2015

700,00€ (BTW Inbegrepen) op F 734/744-98 - Dienstjaar 2015

700,00€ (BTW Inbegrepen) op F 762/744-98 - Dienstjaar 2015

1.400,00€ (BTW Inbegrepen) op F 764/744-98 - Dienstjaar 2015

1.400,00€ (BTW Inbegrepen) op F 766/744-98 - Dienstjaar 2015

1.050,00€ (BTW Inbegrepen) op F 771/744-98 - Dienstjaar 2015

1.050,00€ (BTW Inbegrepen) op F 773/744-98 - Dienstjaar 2015

1.050,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-98 - Dienstjaar 2015

Financiering :

F 300/744-98 met een Lening

F 721/744-98 met een Lening

F 722/744-98 met een Lening

F 734/744-98 met een Lening

F 762/744-98 met een Lening

F 764/744-98 met een Lening

F 766/744-98 met een Lening

F 771/744-98 met een Lening

F 773/744-98 met een Lening

F 844/744-98 met een Lening

Punt nr. 127 – College dd. 07.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van mobiel Hi-Fi materieel.

Ramend bedrag : 10.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F763/744-51 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 128 – College dd. 07.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de werken van “relighting” van het sportcomplex (kantine en kleedkamers).

Ramend bedrag: 40.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 764/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 130 – College dd. 07.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de vervanging van de 2 bestaande branders van de verwarmingsketels van de school Everheide.

Ramend bedrag : 15.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F722/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 057 – College dd. 14.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van een stapelsnijder en een elektrische nietmachine voor de dienst reproductie.

Ramend bedrag: 19.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 134/744-51 - Dienstjaar 2015

Financiering: Lening

Punt nr. 059 – College dd. 14.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de realisatie van een asbestinventaris van het prefab paviljoen nr.8 in de school Clair-Vivre bestemd om gedemonteerd en verwijderd te worden.

Ramend bedrag : 900,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F722/724-60 - Dienstjaar 2015.

Financiering : Lening.

Punt nr. 105 – College dd. 28.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de installatie van nieuwe uitrustingen voor de beoefening van skateboard.

Ramend bedrag: 77.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 764/725-60 - Dienstjaar 2015

Financiering: Subsidie van Brussel Plaatselijke Besturen (54.450,00 €) en het saldo door een lening.

Punt nr. 108 – College dd. 28.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de aanduiding van een ingenieur stabiliteit voor het nazicht van de stabiliteit van:

Hoofdstuk 1: De gemeentelijke garage

Hoofdstuk 2: De omnisportzaal.

Ramend bedrag :

Hoofdstuk 1: 4.600,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2: ~~5.400,00€~~ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking :

Hoofdstuk 1: F 137/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 2: F 764/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 022 – College dd. 04.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de installatie van outdoor fitnessstoestellen in het sportcomplex.

Ramend bedrag: 20.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 764/725-60 - Dienstjaar 2015

Financiering: Subsidie ter hoogte van 20.000,00 €

Punt nr. 064 – College dd. 11.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen en de plaatsing van fietsboxes.

Ramend bedrag : 24.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F421/731-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening + subsidie ter hoogte van 15.000,00€

Punt nr. 066 – College dd. 11.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de aankoop van semi-industriële vaatwasmachines.

Ramend bedrag: 13.300,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking:

10.000,00€ (BTW Inbegrepen) op de functie F 700/744-98 - Dienstjaar 2015

3.300,00€ (BTW Inbegrepen) op de functie F 844/744-98 - Dienstjaar 2015

Financiering: Lening

Punt nr. 067 – College dd. 11.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de plaatsing van isolatiemateriaal rond de leidingen en toebehoren van sanitair warm water en verwarming in 4 ketelhuizen:

Hoofdstuk 1 : Algemene diensten

Hoofdstuk 2 : Kribben

Hoofdstuk 3 : Artistieke onderwijs.

Ramend bedrag en boeking:

Hoofdstuk 1 : 8.500,00€ (BTW Inbegrepen) op F 137/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 2 : 6.500,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 3 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op F 734/724-60 - Dienstjaar 2015

Totaal : 18.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering : Lening

Punt nr. 031 – College dd. 18.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor het aankopen van elektrische apparaten en de vervanging van defect materieel:

Perceel 1 : Klein elektrisch materieel

Perceel 2 : Materieel groot keuken

Perceel 3 : Koel- en vrieskasten

Perceel 4 : Koel- en vrieskasten voor groot keuken.

Ramend bedrag en boeking :

Perceel 1 : 760,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-51 - Dienstjaar 2015

Perceel 2 : 4.220,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-51 - Dienstjaar 2015

Perceel 3 : 3.170,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-51 - Dienstjaar 2015

800,00€ (BTW Inbegrepen) op F 773/744-51 - Dienstjaar 2015

Perceel 4 : 4.550,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-51 - Dienstjaar 2015

Totaal : 13.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering : Lening

Punt nr. 032 – College dd. 18.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de leveringen van kantoormeubilair en accessoires.

Ramend bedrag en boeking :

F 104/741-51 : 26.530,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015

F 104/742-51 : 510,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015

F 300/741-51 : 6.825,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015

F 300/744-98 : 4.725,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015

F 700/741-51 : 10.600,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015

F 844/741-51 : 2.710,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015

Totaal : 51.900,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 054 – College dd. 25.08.2015

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

De voorzitter stelt de Gemeenteraad in kennis van de vaststelling van de voorwaarden en de gunningswijze van de volgende dossiers:

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatiewerken van verdelingen en van vuurweerstandige deuren binnen de gemeentelijke scholen en kribben.

Ramend bedrag en boeking:

14.000,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/724-60 - Dienstjaar 2015

84.000,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/724-60 - Dienstjaar 2015
98.000,00€ (BTW Inbegrepen) Totaal
Financiering: Lening
Punt nr. 070 – College dd. 12.05.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van individuele douches voor in de zaal Guillaume en Sint-Vincentius.

Ramend bedrag : 16.500,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking : F764/724-60 - Dienstjaar 2015
Financiering : Lening
Punt nr. 042 – College dd. 19.05.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van schoolmeubilair.

Ramend bedrag: 15.800,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: F 700/741-51 - Dienstjaar 2015
Financiering: Lening
Punt nr. 063 – College dd. 26.05.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van boeken voor de bibliotheek Romain Rolland voor 2015:

Perceel 1 : Fictie volwassenen

Perceel 2 : Documentaires volwassenen

Perceel 3 : Fictie en documentaires jeugd

Perceel 4 : Stripverhalen volwassenen en jeugd.

Ramend bedrag :

Perceel 1 : 13.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 11.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 3 : 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 4 : 4.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 38.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F 767/749-98 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 036 – College dd. 02.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de modernisering van de goederenlift Parijsstraat 1.

Ramend bedrag : 40.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F 137/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 074 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie van akoestische panelen in het kinderdagverblijf Atis & Watis.

Ramend bedrag: 2.800,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 844/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 075 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de renovatie van het ketelhuis van het Sportcomplex Aubier en plaatsing van een waterverzachter.

Ramend bedrag: 90.750,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: F 764/724-60 - Dienstjaar 2015
Financiering: Lening
Punt nr. 077 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van diensten voor de aanduiding van een studiebureau voor verschillende ingrepen op de ventilatiesystemen van het gemeentehuis.

Ramend bedrag: 20.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: F 137/724-60 - Dienstjaar 2015
Financiering: Lening
Punt nr. 078 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de herstelling van de verwarmingsketel nr 2 in de school La Source.

Ramend bedrag: 10.285,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: F 722/724-60 - Dienstjaar 2015
Financiering: Lening
Punt nr. 080 – College dd. 09.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de studie- en auditmissie voor de volledige renovatie van de verwarming en de ventilatie van verschillende gemeentebouwen:

Hoofdstuk 1: Scholen La Source, Clair-Vivre en Everheide

Hoofdstuk 2: Gemeentelijke serre

Hoofdstuk 3: Museum.

Ramend bedragen en Boeking:

Hoofdstuk 1: 41.000,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 2: 6.500,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 3: 6.500,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/724-60 - Dienstjaar 2015

Total: 54.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering: Lening.

Punt nr. 068 – College dd. 16.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor het aankopen van een biljettel- en controlemachine.

Ramend bedrag : 900,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking : F139/742-53 - Dienstjaar 2015
Financiering : Lening.
Punt nr. 040 – College dd. 23.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie van afsluitingen :

Hoofdstuk 1 : Scholen La Source en Clair-Vivre

Hoofdstuk 2 : Kerkhof Jules Bordetlaan.

Ramend bedrag :

Hoofdstuk 1 : 10.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2 : 4.200,00€ (BTW Inbegrepen)

TOTAAL : 14.700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking :

Hoofdstuk 1 : F 722/725-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 2 : F 878/725-60 - Dienstjaar 2015

Financiering :

F 722/725-60 : Lening

F 878/725-60 : Lening

Punt nr. 041 – College dd. 23.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de levering en de installatie van een koelcel in het lijkenhuis van het oud kerkhof van Evere.

Ramend bedrag : 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F878/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 038 – College dd. 30.06.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van planten:

Hoofdstuk 1 : Hoogstammen

Hoofdstuk 2 : Hagen en struiken.

Ramend bedrag :

Hoofdstuk 1 : 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2 : 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 13.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F 766/725-60 – Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 119 – College dd. 07.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de levering van elektriciteitsmaterieel voor de gebouwen.

Ramend bedrag: 14.700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking :

1.050,00€ (BTW Inbegrepen) op F 300/744-98 - Dienstjaar 2015

2.100,00€ (BTW Inbegrepen) op F 721/744-98 - Dienstjaar 2015

4.200,00€ (BTW Inbegrepen) op F 722/744-98 - Dienstjaar 2015

700,00€ (BTW Inbegrepen) op F 734/744-98 - Dienstjaar 2015

700,00€ (BTW Inbegrepen) op F 762/744-98 - Dienstjaar 2015

1.400,00€ (BTW Inbegrepen) op F 764/744-98 - Dienstjaar 2015

1.400,00€ (BTW Inbegrepen) op F 766/744-98 - Dienstjaar 2015

1.050,00€ (BTW Inbegrepen) op F 771/744-98 - Dienstjaar 2015

1.050,00€ (BTW Inbegrepen) op F 773/744-98 - Dienstjaar 2015

1.050,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-98 - Dienstjaar 2015

Financiering :

F 300/744-98 met een Lening

F 721/744-98 met een Lening

F 722/744-98 met een Lening

F 734/744-98 met een Lening

F 762/744-98 met een Lening

F 764/744-98 met een Lening

F 766/744-98 met een Lening

F 771/744-98 met een Lening

F 773/744-98 met een Lening

F 844/744-98 met een Lening

Punt nr. 127 – College dd. 07.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van mobiel Hi-Fi materieel.

Ramend bedrag : 10.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F763/744-51 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 128 – College dd. 07.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de werken van “relighting” van het sportcomplex (kantine en kleedkamers).

Ramend bedrag: 40.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 764/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 130 – College dd. 07.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de vervanging van de 2 bestaande branders van de verwarmingsketels van de school Everheide.

Ramend bedrag : 15.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F722/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 057 – College dd. 14.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen van een stapelsnijder en een elektrische nietmachine voor de dienst reproductie.

Ramend bedrag: 19.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 134/744-51 - Dienstjaar 2015

Financiering: Lening

Punt nr. 059 – College dd. 14.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de realisatie van een asbestinventaris van het prefab paviljoen nr.8 in de school Clair-Vivre bestemd om gedemonteerd en verwijderd te worden.

Ramend bedrag : 900,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F722/724-60 - Dienstjaar 2015.

Financiering : Lening.

Punt nr. 105 – College dd. 28.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de installatie van nieuwe uitrustingen voor de beoefening van skateboard.

Ramend bedrag: 77.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 764/725-60 - Dienstjaar 2015

Financiering: Subsidie van Brussel Plaatselijke Besturen (54.450,00 €) en het saldo door een lening.

Punt nr. 108 – College dd. 28.07.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de aanduiding van een ingenieur stabiliteit voor het nazicht van de stabiliteit van:

Hoofdstuk 1: De gemeentelijke garage

Hoofdstuk 2: De omnisportzaal.

Ramend bedrag :

Hoofdstuk 1: 4.600,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2: 5.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking :

Hoofdstuk 1: F 137/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 2: F 764/724-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 022 – College dd. 04.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de installatie van outdoor fitnessstoestellen in het sportcomplex.

Ramend bedrag: 20.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: F 764/725-60 - Dienstjaar 2015

Financiering: Subsidie ter hoogte van 20.000,00 €

Punt nr. 064 – College dd. 11.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor het aankopen en de plaatsing van fietsboxes.

Ramend bedrag : 24.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : F421/731-60 - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening + subsidie ter hoogte van 15.000,00€

Punt nr. 066 – College dd. 11.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden voor de aankoop van semi-industriële vaatwasmachines.

Ramend bedrag: 13.300,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking:

10.000,00€ (BTW Inbegrepen) op de functie F 700/744-98 - Dienstjaar 2015

3.300,00€ (BTW Inbegrepen) op de functie F 844/744-98 - Dienstjaar 2015

Financiering: Lening

Punt nr. 067 – College dd. 11.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de plaatsing van isolatiemateriaal rond de leidingen en toebehoren van sanitair warm water en verwarming in 4 ketelhuizen:

Hoofdstuk 1 : Algemene diensten

Hoofdstuk 2 : Kribben

Hoofdstuk 3 : Artistieke onderwijs.

Ramend bedrag en boeking:

Hoofdstuk 1 : 8.500,00€ (BTW Inbegrepen) op F 137/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 2 : 6.500,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/724-60 - Dienstjaar 2015

Hoofdstuk 3 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op F 734/724-60 - Dienstjaar 2015

Totaal : 18.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering : Lening

Punt nr. 031 – College dd. 18.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor het aankopen van elektrische apparaten en de vervanging van defect materieel:

Perceel 1 : Klein elektrisch materieel

Perceel 2 : Materieel groot keuken

Perceel 3 : Koel- en vrieskasten

Perceel 4 : Koel- en vrieskasten voor groot keuken.

Ramend bedrag en boeking :

Perceel 1 : 760,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-51 - Dienstjaar 2015
Perceel 2 : 4.220,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-51 - Dienstjaar 2015
Perceel 3 : 3.170,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-51 - Dienstjaar 2015
800,00€ (BTW Inbegrepen) op F 773/744-51 - Dienstjaar 2015
Perceel 4 : 4.550,00€ (BTW Inbegrepen) op F 844/744-51 - Dienstjaar 2015
Totaal : 13.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering : Lening

Punt nr. 032 – College dd. 18.08.2015

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de leveringen van kantoormeubilair en accessoires.

Ramend bedrag en boeking :

F 104/741-51 : 26.530,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015
F 104/742-51 : 510,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015
F 300/741-51 : 6.825,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015
F 300/744-98 : 4.725,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015
F 700/741-51 : 10.600,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015
F 844/741-51 : 2.710,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015
Totaal : 51.900,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2015

Financiering : Lening

Punt nr. 054 – College dd. 25.08.2015

De Raad neemt kennis.

SECTEUR PERSONNEL - SECTOR PERSONEEL

24.09.2015/A/0042 **Convention n° 06903 relative à l'occupation de contractuels subventionnés à partir du 1er septembre 2015.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique ;

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 février 1998 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels subventionnés ;

Vu la lettre d'ACTIRIS du 10 septembre 2015 nous informant que la commune recevra 1,5 postes équivalents temps plein pour occuper des fonctions auprès de l'organisme d'accueil d'enfants « Crèche Leonardo » ;

Considérant qu'il est avantageux de conclure la convention avec la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la concertation syndicale du 22 septembre 2015 et l'avis motivé y afférent ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur

les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 85, 93 et 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

De conclure la convention n° 06903 ci-jointe avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à partir du 1^{er} septembre 2015.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overeenkomst nr. 06903 betreffende de tewerkstelling van gesubsidieerde contractuelen vanaf 1 september 2015.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 5 februari 1998 tot bepaling van de verdelingscriteria voor de subsidies toegekend aan lokale besturen die gesubsidieerde contractuelen tewerkstellen;

Gelet op de brief van ACTIRIS van 10 september 2015 mededelend dat er aan de gemeente 1,5 voltijdse equivalenten arbeidsplaatsen worden toegekend voor functied bij het volgende onthaalstructuur voor kinderen "Kribbe Leonardo";

Overwegende dat het voor de gemeente voordelig is een overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest af te sluiten;

Gelet op het syndicaal overleg van 22 september 2015 en het daaruit voortvloeiend gemotiveerde advies;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 85, 93 en 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De hierbijgevoegde overeenkomst nr. 06903 af te sluiten met de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf 1 september 2015.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst de beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dienen te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

24.09.2015/A/0043 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 25.06.2015 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le point est reporté.

29 votants : 29 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 25.06.2015 - Goedkeuring.

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

Het punt wordt verdaagd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Martine Raets quitte la séance / verlaat de zitting

Guy Vanhengel quitte la séance / verlaat de zitting

24.09.2015/A/0044 **Motion inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 16 septembre 2015 de Madame Véronique Mbombo, Messieurs David Cordonnier, Pascal Freson et Hicham Talhi, Conseillers communaux. Motion demandant au gouvernement fédéral de ne pas procéder à la privatisation de Belfius.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu que les pouvoirs locaux représentent plus de 50% de l'investissement public;

Vu que pour pouvoir investir, les pouvoirs locaux doivent aller chercher des capitaux

sur les marchés financiers;

Vu que la loi sur les marchés publics s'applique quant au choix d'un opérateur financier;

Vu que malgré l'application de la loi sur les marchés publics devant favoriser la concurrence entre les opérateurs, force est de constater que régulièrement Belfius est le seul opérateur financier à venir se présenter sur les marchés publics financiers des pouvoirs locaux;

Vu que ce constat est d'autant plus évident lorsqu'on envisage des prêts à long terme ou les demandes de communes fragiles ou de CPAS;

Vu que de surcroît, Belfius a développé des services spécifiques adaptés à destination des pouvoirs locaux contrairement aux autres institutions bancaires et constitue un partenaire privilégié pour les pouvoirs publics régionaux et communautaires;

Vu l'annonce par le Gouvernement fédéral de son intention de privatiser la banque Belfius;

Considérant la nécessité de maintenir un contrôle public de Belfius garantissant une offre de services adaptés aux besoins des pouvoirs locaux et à l'assurance pour toutes les communes de recevoir une offre dans le cadre de leurs marchés publics;

Considérant qu'il faut veiller à assurer le financement des pouvoirs locaux et de la sorte le maintien des investissements publics locaux;

Considérant que ces investissements publics locaux ont une importance capitale tant pour l'économie bruxelloise que pour les services offerts à nos concitoyens;

Considérant les craintes soulevées par la privatisation de Belfius pour le financement des investissements publics locaux;

Considérant que Belfius est souvent le seul opérateur bancaire à se présenter systématiquement lors des marchés publics financiers de tous les pouvoirs locaux;

Considérant que les pouvoirs locaux risquent - via cette privatisation - de ne plus pouvoir bénéficier de prêt principalement à long, voire à très long terme;

Considérant que la privatisation de Belfius par l'État fédéral fera perdre aux pouvoirs locaux un opérateur public indispensable;

Considérant que Belfius est le seul organisme financier à proposer, gratuitement, différents services aux élus locaux (Profil socio-économique, gestion dynamique de la dette,...);

Considérant que cette crainte est accentuée par l'intérêt exprimé pour un rachat par des groupes bancaires étrangers;

PAR CES MOTIFS,

Le Conseil communal,

- demande au gouvernement fédéral :

- d'abandonner son intention de procéder à une privatisation de Belfius vu les conséquences dommageables qu'aurait une telle privatisation sur l'investissement local;

- demande au Collège de transmettre cette résolution à :

- Monsieur Charles Michel, Premier Ministre;
- Monsieur Johan Van Overtveldt, Ministre des Finances;
- Monsieur Hervé Jamar, Ministre du Budget.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 22 votes positifs, 5 votes négatifs.

Motie ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 16 september 2015 van Mevrouw Véronique Mbombo, de Heren David Cordonnier, Pascal Freson en Hicham Talhi, Gemeenteraadsleden. Motie waarbij de federale regering wordt gevraagd niet over te gaan tot de privatisering van Belfius.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 22 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen.

Levée de la séance à 21:30
Opheffing van de zitting om 21:30

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Dirk Borremans

Georges Pollet